

INTRODUCTION

« Seigneurs chrétiens, lorsqu'on veut affronter ses ennemis, il faut les frapper droit sur la tête, et non sur les membres. Car si la tête reste en bon état, on peut toujours guérir les blessures des autres membres¹. »

En 1438, Emmanuel Piloti achève sa vigoureuse plaidoirie pour l'organisation d'une nouvelle croisade vers l'Orient. Depuis la chute d'Acre en 1291, la reconquête des Lieux saints n'a jamais véritablement quitté les esprits. Mais les déchirements tragiques qu'a connus la chrétienté au XIV^e et dans la première moitié du XV^e siècle n'ont pas permis de mettre en œuvre tous les projets guerriers nés de l'esprit de marchands, missionnaires ou ambassadeurs issus du monde latin. Le *Traité sur le passage en Terre sainte*, d'où cette exhortation est tirée, n'aurait pas retenu notre attention si son auteur, un Vénitien né en Crète en 1371, n'avait vécu de longues années en Égypte où il mena un négoce prospère depuis la fin du XIV^e siècle jusqu'aux années 1430². La tête qu'il faut « frapper droit », c'est bien sûr l'Égypte, première puissance de l'Orient méditerranéen, et Le Caire, sa capitale. Certes, la cité a connu une série de graves crises au tournant du XIV^e et du XV^e siècle, mais elle reste le centre de l'Empire mamlūk, un marché actif, une plaque tournante pour le grand commerce reliant les rives de l'océan Indien et celles de la Méditerranée. Selon Piloti, la prise de cette ville non seulement ouvrirait la voie vers Jérusalem, mais comblerait aussi les vœux des marchands d'Occident qui sont nombreux à fréquenter le grand port d'Alexandrie. Le Caire est en effet à ses yeux la place idéale pour s'assurer du contrôle de la longue route des épices partie de l'Inde et de la Chine.

Le Vénitien, pour faire la preuve de cette importance stratégique de l'Égypte dans le grand commerce avec l'océan Indien, rapporte le fait suivant : au cours des années 1420, le sultan mamlūk du Caire était intervenu contre les méfaits d'un prince qui prétendait accaparer à son profit les richesses de ce négoce. On l'appelait « seigneur d'Aden », maître d'une « île » qui se trouvait dans la lointaine mer du Sud.

1. E. Piloti, *Traité sur le passage en Terre sainte*, trad. D. Régner-Bohler, dans *Croisades et pèlerinages, récits, chroniques et voyages en Terre sainte, XII^e-XVI^e siècle*, p. 1257.

2. Cf. D. Coulon, « Du nouveau sur Emmanuel Piloti et son témoignage à la lumière de documents d'archives occidentaux », dans *Chemins d'outre-mer. Études d'histoire sur la Méditerranée médiévale offertes à Michel Balard*, éd. D. Coulon, C. Otten-Froux, D. Valérian et P. Pagès, p. 160-170.

« Ce seigneur était puissant. Toutes les épices des autres îles ne pouvaient passer sans qu'elles ne lui fussent d'abord présentées. Or, il était de mauvaise disposition et empêchait toujours les navires d'épices de passer. Il les forçait à demeurer jusqu'à ce qu'ils lui versent la moitié de leurs épices. Cela causait un très grand dommage, tant aux païens qu'aux chrétiens. Les nôtres, les chrétiens, attendaient à Damas et à Alexandrie. En effet, ce seigneur gardait longtemps les épices qu'il envoyait ensuite par caravane, avec ses sujets et par l'intermédiaire de ses facteurs, en si grande quantité qu'on l'appelait la caravane d'Aden³. »

Ce souverain néfaste avait été châtié. Après l'intervention du sultan du Caire, selon Piloti, les épices étaient désormais rassemblées à La Mekke avant d'être envoyées dans la capitale mamlûke. Elles échappaient ainsi à l'emprise d'Aden. Mais, continue-t-il, le sultan d'Égypte Barsbây n'avait pas tardé à son tour à revendre chèrement aux marchands d'Alexandrie le poivre dont il s'était rendu l'acquéreur presque unique. Dans l'esprit du Vénitien, il est certain que seule la conquête des villes égyptiennes par les puissances chrétiennes aurait pu mettre fin à tant d'incertitudes et d'injustices.

Cet épisode est l'un de ceux qui ont nourri la « légende noire » du commerce en terre d'Islam à la fin du Moyen Âge. Victimes de la voracité des souverains musulmans, indirectement à Aden, plus directement à Alexandrie, les marchands occidentaux, leurs maîtres et leurs clients auraient tout fait pour se débarrasser de ces intermédiaires incontournables que représentaient les territoires de l'Orient et leurs marchands. À la fin du XIX^e siècle, W. Heyd, auteur d'une magistrale *Histoire du commerce du Levant au Moyen Âge*, soulignait non sans emphase l'endurance des marchands vénitiens et autres qui fréquentaient l'Égypte et la Syrie pour l'« amour du lucre ». L'obstination des hommes de la lagune à braver toutes les brimades et les humiliations n'avait d'égale que celle des navigateurs portugais à contourner ce passage obligé qu'était devenu l'Orient musulman :

« Une révolution se préparait. En poursuivant le cours de leurs voyages de découvertes le long de la côte occidentale de l'Afrique, les Portugais avaient reconnu que l'on pouvait en faire le tour et aller aux Indes par mer tout d'une traite. Dès lors, il était prouvé que l'Occident pouvait se procurer directement les épices de ces régions : il cessait donc d'être forcément tributaire des intermédiaires égyptiens. Ce bouleversement devait avoir des suites incalculables⁴. »

3. Traduction d'après le texte édité par P.-H. Dopp, *L'Égypte au commencement du quinzième siècle d'après le traité d'Emmanuel Piloti de Crète*, p. 41-43.

4. W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, II, p. 496-497.

N'y avait-il pas de plus claire leçon ? À l'aube de temps nouveaux, la liberté du commerce aurait triomphé sur la démesure de pouvoirs arbitraires, extérieurs au commerce et se nourrissant de lui. Avec l'intrusion des Portugais dans l'océan Indien, les prétentions exorbitantes du puissant maître de cette île lointaine nommée Aden auraient été définitivement abolies.

Pourtant, la volonté du « seigneur d'Aden » de contrôler une partie du grand commerce entre l'Inde et l'Égypte, ses navires et ses marchands, n'était pas plus le fruit du hasard que le résultat d'une folie passagère. Elle n'était pas davantage l'expression d'une tyrannie atavique, réduite aux dimensions du mythe. Elle était le produit d'une histoire longue et complexe que nous allons tenter d'explorer.

1. LE « MIRACLE » RASÛLIDE

La « seigneurie d'Aden » à l'époque de Piloti se trouvait dans les mains d'une même famille depuis plus de deux siècles. En 626/1229, un certain 'Umar b. 'Alī b. Rasūl s'était emparé du pouvoir non seulement dans le port du Sud de l'Arabie, mais aussi dans l'ensemble du Yémen, ce vaste royaume bordant la mer Rouge et l'océan Indien, alors délimité au nord par la région du Ḥiḡāz et à l'est par les montagnes de l'Oman. 'Umar et ses descendants furent appelés les Banū Rasūl, ou Rasūlides dans leur forme francisée. Selon de tardives légendes, leur ancêtre, le Turcoman Rasūl, aurait été messager d'un calife de Bagdad. 'Umar et ses frères avaient été parmi les principaux lieutenants du dernier souverain ayyūbide du Yémen, al-Malik al-Mas'ūd (m. 626/1229). Résultat de l'affaiblissement des souverains ayyūbides qui régnaient au Caire et en Syrie, l'indépendance de 'Umar, devenu le sultan al-Malik al-Manṣūr (littéralement « roi victorieux »), fut formellement reconnue par le calife de Bagdad en 632/1235. Jusqu'en 858/1454, cette dynastie régna sur tout ou partie du Yémen, avant d'être remplacée par une famille de cheikhs arabes, les Banū Ṭāhir, ou Ṭāhirides.

Tihāma, Bas et Haut Yémen, Ḥaḍramawt : quatre régions pour un sultanat

Contrairement à ce que pensait le Vénitien, le siège du pouvoir rasūlide ne se trouvait pas à Aden, mais en deux lieux situés plus au nord, au cœur des provinces les plus riches du sultanat⁵. À l'ouest, la cité ronde de Zabīd dominait les basses plaines bordées par la mer Rouge. Cette région, appelée Tihāma, s'étendait jusqu'à la ville de Ḥalī b. Ya'qūb, aux portes du Ḥiḡāz. Depuis 203/819, date de sa fondation par le gouverneur 'abbāside Ibn Ziyād, la ville de Zabīd avait été

5. Voir la carte des régions centrales du Yémen (carte 2), p. 744.

capitale de plusieurs dynasties dont l'aire d'influence s'était limitée à cette longue et étroite bande côtière, au climat aride et poussiéreux. Leur hégémonie sur ce territoire ne peut se comprendre sans les puissants cours d'eau ou wadis, qui dévalent depuis les montagnes, chargés des pluies abondantes de l'été. Les souverains firent leur fortune de ces petites vallées fluviales, riches des flots saisonniers progressivement domptés par l'homme et de l'exploitation permanente des nappes souterraines par de nombreux puits.

À l'est de la Tihāma, les premiers massifs montagneux atteignent rapidement une altitude supérieure à 1 500 mètres. Ici s'ouvre un autre domaine, que tout ou presque différencie du premier : une végétation plus abondante, due à un régime des pluies plus favorable bien qu'irrégulier ; un relief contrasté fait de massifs abrupts, lentement et difficilement mis en valeur sous la forme de terrasses de culture, et de fonds de vallées plus humides, utilisés comme axes de circulation privilégiés. La constitution de cette barrière de chaînes montagneuses disposées parallèlement à la côte de la mer Rouge a son origine dans l'intense activité géologique de cette zone de séparation entre les plaques d'Afrique et d'Arabie. En allant vers l'est, les montagnes accidentées laissent la place à de vastes bassins assez fertiles, situés à des altitudes très élevées. Ta'izz, seconde capitale et siège principal des Rasūlides, domine l'un d'entre eux. L'abondance des eaux, la pureté de l'air et la variété de ses fruits avaient fait de cette cité, aux yeux des premiers maîtres ayyūbides du pays, la « Damas » du Yémen. Là poussaient le raisin et la grenade, le citron et le cédrat.

La démarcation entre l'ouest des montagnes, dominé par les massifs escarpés, et l'est, plutôt marqué par les plateaux d'altitude, se double d'une distinction forte entre le Nord et le Sud du Yémen. Si le bassin de Ta'izz se trouve à moins de 1 500 mètres, celui de Ṣan'ā', plus de 250 km au nord, dépasse les 2 200 mètres. Le premier appartient à ce que l'on désignait à l'époque rasūlide comme le Bas Yémen (*al-Yaman al-asfal*), ou encore le Yémen vert (*al-Yaman al-abḡar*) en raison d'une pluviométrie abondante. Le haut plateau de Ṣan'ā' se trouvait quant à lui au centre du Haut Yémen (*al-Yaman al-a'lā*), désigné plus communément sous le nom de Hautes Terres (*al-bilād al-'ulyā*). Culminant à près de 3 000 mètres, le spectaculaire col de Sumara marque la séparation entre ces deux grandes régions. Au-delà de la zone centrale des plateaux du Bas et du Haut Yémen, l'altitude s'abaisse progressivement en direction de l'est. On pénètre alors dans ce que les sources rasūlides appelaient al-Mašāriq, les « régions de l'Est ». Situés en bordure du désert, ces territoires étaient essentiellement peuplés dans les grands wadis qui firent la fortune antique des royaumes sudarabiques. Enfin, de l'autre côté de l'étendue désertique, la vallée isolée du Ḥaḍramawt évoluait aussi dans l'orbite rasūlide. Il revenait à ses deux ports principaux sur l'océan Indien, al-Šiḥr et Zafār, d'assurer la liaison avec les régions centrales du sultanat.

Deux des quatre ensembles qui composaient le Yémen médiéval – la Tihāma et le Ḥaḍramawt – connurent une histoire propre sous l'égide de dynasties indépendantes jusqu'au VI^e/XII^e siècle. Dans les montagnes, le pouvoir fut plutôt

exercé depuis le Haut Yémen, les régions du Sud évoluant dans sa dépendance. Aux v^e/xi^e et vi^e/xii^e siècles, la dynastie ismaélienne des Şulayhides, qui exerça une influence durable sur les territoires montagneux, eut pour capitale Şan‘ā’ avant d’adopter la ville de Dū Ğibla, en plein cœur du Yémen vert. Pour illustrer ce que signifiait ce choix, un chroniqueur ismaélien raconte que la célèbre reine Arwa, appelée dans les sources al-Sayyida al-Ĥurra, demanda à son mari, le *dā’ī* al-Mukarram al-Şulayhī, de rassembler à Şan‘ā’ tous les agents qui le servaient dans les Hautes Terres, espérant ainsi le convaincre de s’établir à Dū Ğibla :

« Lorsque tous furent présents sur l’esplanade (*maydān*) [de Şan‘ā’], [al-Mukarram] les observa du haut du palais Gumdān. Ce n’était à perte de vue que des hommes portant des épées ou des lances. Puis al-Malik al-Mukarram se rendit à Dū Ğibla accompagné de sa femme al-Sayyida. Elle lui demanda de rassembler ses habitants et ses sujets (*ra‘āyā*), ce qu’il fit. Il les observa d’en haut. Ce n’était à perte de vue que des hommes portant des cadeaux ou les tirant [derrière eux]⁶. Elle dit alors : C’est parmi eux que nous devons vivre⁷. »

Les présents de la soumission au Sud face aux épées de la rébellion au Nord : au cours des deux siècles de règne ismaélien, les différences entre les deux régions s’étaient de fait accentuées. Dans le Haut Yémen, l’islamisation des tribus avait connu un approfondissement certain sous l’effet des propagandes šī’ites, qu’elles soient d’obédience ismaélienne ou zaydite⁸. C’est au nord de ce territoire, dans la région de Şa‘da, que s’était installé en 283/897 un certain Yaḥyā b. al-Ĥusayn al-Hādī ilā-l-Ĥaqq avec cinquante autres chérifs, tous de la descendance du Prophète Muḥammad par son gendre ‘Alī et son petit-fils Ḥasan. Par la suite, des descendants d’al-Hādī et d’autres membres de familles chérifiennes se succédèrent, quand ils ne s’affrontèrent pas, comme imams des musulmans, commandeurs des croyants, suivant les préceptes de la doctrine formulée au ii^e/viii^e siècle par l’imam Zayd b. ‘Alī⁹. Dans le Sud au contraire, le šāfi’isme, l’une des quatre principales écoles du sunnisme, s’était rapidement diffusé dans le courant du v^e/xi^e siècle d’abord en milieu urbain, avant de gagner rapidement les communautés rurales¹⁰. Ce clivage religieux, recoupant en grande partie des différenciations d’ordre économique, social et culturel, devait être un des caractères majeurs du pays jusqu’en plein xx^e siècle.

6. L’auteur fait ici vraisemblablement allusion à des animaux, apportés comme présents au souverain.

7. Al-Dā’ī Idrīs, *‘Uyūn al-ahbār*, éd. Sayyid, p. 150.

8. Voir notamment sur ce processus C. Van Arendonk, *Les débuts de l’imamat zaydite au Yémen*, et D. T. Gochenour, *The Penetration of Zaydi Islam into Early Medieval Yemen*, chap. 3-6.

9. « Al-Zaidiyya », *EP*, vol. XI, p. 517-520 (Madelung), et pour une étude approfondie, W. Madelung, *Der Imam al-Qāsim ibn Ibrāhīm und die Glaubenslehre der Zaiditen*.

10. H. Halm, *Die Ausbreitung der šāfi’itischen Rechtsschule von den Anfängen bis zum 8./14. Jahrhundert*, p. 270-294, et Sayyid, *Ta’rīḥ al-maḏāhib al-dīniyya fī bilād al-Yaman ḥattā nibāyat al-qarn al-sādis al-ḥigri*.

La conquête ayyūbide de 569/1173 introduisit néanmoins une vraie rupture¹¹. De la Tihāma au Haut Yémen, les contrées maintenues depuis des siècles sous des férules indépendantes et souvent rivales se trouvèrent réunies par un unique pouvoir, celui d'un sultan kurde, de ses émirs et de ses cavaliers. En l'espace de deux décennies, sous les règnes de deux frères de Saladin, Tūrān Šāh puis Tuġtakīn, l'ordonnancement politique et territorial du Yémen fut profondément transformé. Dans le Sud du pays, les deux sultans établirent un solide réseau de citadelles et raffermirent l'emprise de Zabīd sur les grands wadis de la Tihāma. De nouvelles règles et de nouveaux usages furent introduits dans le domaine fiscal, et l'administration du nouvel ensemble s'étoffā avec l'arrivée de secrétaires égyptiens. Le choix de Ta'izz, aisément accessible depuis la Tihāma et la côte d'Aden, comme capitale de ce nouveau royaume entérina la nouvelle importance des montagnes et des bassins méridionaux comme centre de gravité de ce royaume élargi.

Dès le début du VII^e/XIII^e siècle, la domination ayyūbide montra cependant de vraies fragilités, accentuées par les crises de succession au trône et la personnalité instable ou falote des successeurs de Tuġtakīn. Dans les Hautes Terres, leur hégémonie était sans cesse remise en cause. Les Zaydites, particulièrement pugnaces sous l'imamat de 'Abd Allāh b. Ḥamza (593-614/1197-1217), connurent une nouvelle vigueur, sans parler des tribus nombreuses dont la soumission fluctuait au gré des rapports de force. Personne ne voyait en outre d'un très bon œil l'intrusion de ces maîtres étrangers et de leurs combattants non arabes, kurdes ou turcs. Entre 598/1202 et 615/1218, le contrôle de Ṣan'a' et de sa région fut pratiquement perdu. L'envoi d'un souverain à poigne, al-Malik al-Mas'ūd, fils du souverain ayyūbide du Caire al-Kāmil, n'aboutit qu'à des résultats précaires. Le nouveau sultan se distingua par son comportement brutal et sanguinaire, son autorité distante et sa fiscalité implacable. Au début des années 620/1220, ce fut au tour du Bas Yémen d'être en proie à une dure révolte, sous la conduite d'un homme de religion, adepte du soufisme, connu sous le nom de Murġam. Lorsque al-Malik al-Mas'ūd mourut en 626/1229 à La Mekke, aucun membre de la famille ayyūbide ne fut en mesure de le remplacer.

Le succès des premiers Rasūlides fut à la mesure de l'échec final de leurs anciens maîtres ayyūbides. Là où les parents et descendants de Saladin n'avaient pas réussi à faire de leur pouvoir autre chose que la réaffirmation permanente d'une force brutale, les héritiers d'al-Manšūr 'Umar réussirent à faire accepter en profondeur leur autorité et leur hégémonie sur l'ensemble du Sud de la Péninsule durant plus de deux siècles. Sans renoncer à rien de l'administration et de l'organisation militaire léguées par cinquante ans de règne ayyūbide, le nouveau pouvoir parvint à gagner le ferme soutien d'une grande partie des élites religieuses

11. Sur cette conquête, le travail de référence reste à ce jour la thèse inédite de M. L. Bates, *Yemen and its Conquest by the Ayyubids of Egypt (AD 1137-1202)*.

du Bas Yémen et à maintenir sous son autorité directe les régions de Ṣan‘ā’ et de Ḍamār durant près d’une centaine d’années. Il parvint même à étendre le sultanat vers l’est, avec la conquête du grand port de Zafār en 678/1279, faisant de la fin du VII^e/XIII^e siècle la période d’apogée de la puissance rasūlide¹². L’opiniâtreté d’al-Manṣūr ‘Umar, mort assassiné en 647/1250, l’intelligence politique et le courage que son fils al-Muzaffar Yūsuf déploya au cours d’un règne d’une exceptionnelle durée ne furent sans doute pas pour rien dans cette réussite surprenante. De fait, rien ne laissait prévoir que l’œuvre d’unification initiée à la fin du VI^e/XII^e siècle par Tūrān Ṣāh et Ṭuġtakīn connût une telle longévité.

Les Rasūlides partageaient en effet avec les Ayyūbides certaines des faiblesses qui avaient contribué à l’échec de ces derniers. Tout comme la lignée de Saladin le Kurde, les descendants de Rasūl étaient des étrangers, des Turcomans, qui ne pouvaient se prévaloir de l’antique noblesse arabe revendiquée par les tribus du Yémen, ou même de l’ascendance prophétique des clans de chérifs zaydites, premiers d’entre les Arabes du Nord. De plus, à l’instar des Ayyūbides, l’organisation, la répartition et la transmission du pouvoir rasūlide se faisaient sur une base exclusivement familiale. Si la force des liens de sang était un instrument efficace pour rassembler des territoires divers et éloignés sous une même autorité, un tel système faisait aussi du cercle de la parenté le théâtre de luttes féroces entre pères, fils, oncles et cousins. Aucun des différents souverains qui se succédèrent au trône jusqu’en 858/1454 n’y échappa. Après la mort d’al-Manṣūr ‘Umar en 648/1249, deux années furent nécessaires à al-Muzaffar Yūsuf pour emporter le sultanat à la pointe de son sabre contre ses demi-frères. Dans les années 720/1320, le jeune al-Muġāhid ‘Alī mit près de dix ans pour asseoir son pouvoir face à son cousin, alors même qu’il avait été officiellement désigné par son père, le sultan al-Mu‘ayyad Dāwūd, pour lui succéder à sa mort. Cette querelle de succession, qui déchira le pays en factions rivales, marqua un tournant important dans l’histoire de la dynastie. Le sultanat perdit définitivement le contrôle des Hautes Terres et dut faire face à des soulèvements récurrents de tribus, devenus de plus en plus graves à partir des années 750/1350 dans la plaine côtière de la Tihāma. Pour autant, la dynastie ne connut pas l’effondrement : aucun rival, qu’il soit émir, imam zaydite ou chef de tribu, ne fut longtemps en mesure de l’emporter. Et il fallut finalement près de trente ans d’incessantes luttes de palais, à partir de 827/1424, pour que le sultanat rasūlide connaisse un épilogue dépourvu de toute gloire.

Les habitants des plaines, des plateaux et des abruptes montagnes avaient leur famille ou leur tribu (presque) toujours prêtes à les défendre. Ils avaient leurs champs et leurs bêtes, leurs villages et leurs marchés hebdomadaires pour subvenir aux besoins d’une vie frugale et courte. Ils avaient leurs imams, leurs

12. Cf. D. M. Varisco, « Texts and Pretexts : the Unity of the Rasulid State under al-Malik al-Muzaffar », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 67 (1994), p. 13-23.

juristes et leurs saints pour veiller sur leurs droits et tirer leurs âmes de l'égarement. Pourtant, le pouvoir sultanien étendu sur un vaste territoire, réunissant en un même royaume ces plaines, ces plateaux et ces sommets, avait su se rendre indispensable. Et durant deux siècles et demi, il s'était identifié sans faille à une famille, les fils de Rasūl. Là réside sans aucun doute le « miracle » rasūlide.

Aden et la fortune du Yémen rasūlide

Le nom du sultan du Yémen et de sa lignée, l'étendue réelle du territoire qu'il gouvernait, la complexité des rapports de pouvoir dans le Sud de l'Arabie, tout cela, Piloti l'ignorait. Un seul nom revenait sous sa plume : Aden. Ce lieu possédait toutes les dimensions du mythe, si l'on en croit sa description. Là abondaient des épices, objet de toutes les convoitises en Orient et en Occident. C'était de surcroît une « île » qui était parvenue, par une puissance bien mystérieuse aux yeux du Vénitien, à attirer tous les navires à elle.

La réputation d'Aden était ancienne. Le *Périple de la mer Érythrée* au 1^{er} siècle de notre ère ne lui réservait-il pas déjà le nom d'« Arabie heureuse », *Eudaimôn Arabia*¹³ ? Aux III^e-IV^e/IX^e-X^e siècles, les géographes arabes, empruntant à des registres de l'imaginaire différents de ceux de Piloti, avaient tout autant marqué leur fascination pour Aden, « antichambre (*dihlīz*) de la Chine, débouché naturel (*furḍa*) du Yémen, réserve (*hizāna*) de l'Occident, source des marchandises (*ma'dīn al-tiğārāt*) », pour reprendre les mots d'al-Muqaddasī¹⁴. À l'émerveillement devant la richesse de son commerce venait s'ajouter l'image d'une cité idéale, « remplie de palais, pleine de bénédictions pour celui qui y pénètre et d'attraits pour celui qui y demeure¹⁵ ». Ces représentations ne faiblirent pas à l'époque rasūlide, bien au contraire. Dans la première moitié du VIII^e/XIV^e siècle, un célèbre encyclopédiste égyptien, Ibn Faḍl Allāh al-'Umarī, n'hésita pas, exemple parmi d'autres, à reprendre les mêmes *topoi* de l'abondance perpétuelle et de la ville ouverte sur le monde entier :

« Aden est un lieu de voyage depuis tous les horizons, entourée qu'elle est par la Chine, l'Inde, le Sind, l'Irak, Oman, Baḥrayn, l'Égypte, le pays des Noirs (*al-Zanġ*) et l'Abyssinie. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il y arrive de nombreux marchands et navires ainsi que de nombreuses marchandises (*baḍā'i'*) et des produits (*matāğīr*) [divers]¹⁶. »

13. *The Periplus Maris Erythraei* [trad. angl. Casson, p. 65].

14. Al-Muqaddasī, *Kitāb aḥsan al-taqāsīm fī ma'rīfat al-aqālīm*, éd. De Goeje, p. 85.

15. *Ibid.*

16. Ibn Faḍl Allāh al-'Umarī, *Masālik al-abṣār*, éd. Sayyid, p. 157-158.

Située à plus de 170 km à l'est du détroit de Bāb al-Mandab qui marque l'entrée de la mer Rouge, Aden bénéficiait certes d'un site exceptionnel, une baie profonde tournée vers l'ouest et protégée des vents côtiers par la petite île de Šīra qui la bordait au sud. Mais ce port n'était pas accessible en toute saison depuis les contrées citées par Ibn Faḍl Allāh al-'Umarī¹⁷. Le régime des vents dans l'océan Indien et la mer Rouge imposait en effet de lourdes contraintes à la navigation en pleine mer. Durant l'hiver et le début du printemps, la prédominance des vents du nord-est (*azyab*) permettait aux navires venant des régions orientales, de l'Inde ou du golfe Arabo-Persique, de gagner Aden. Un tel circuit était impossible entre juin et octobre, en raison de la puissante mousson venant du sud-ouest. Seul le retour des navires vers l'Inde ou le Golfe était alors envisageable en longeant une partie de la côte de l'Arabie du Sud. La circulation en mer Rouge obéissait à des principes différents : les vents du nord (*šimāl*), prédominants à partir du mois de juin, facilitaient la descente des embarcations venues des côtes de l'Égypte. En octobre-novembre, l'*azyab* soufflant dans l'océan Indien s'engouffrait dans le bassin sud de la mer Rouge, ce qui assurait le retour des navires depuis Aden jusqu'au niveau de Ġidda ou du port égyptien de 'Aydāb. Ainsi la saison « égyptienne » d'Aden s'étalait-elle du mois de juillet au mois d'octobre, quand la saison « indienne » débutait en mars pour s'achever en août. Au total, les deux saisons ne se recoupaient que durant une brève période au cœur de l'été. C'est alors seulement que la fréquentation atteignait son plus haut niveau dans le port de l'Arabie du Sud.

Sa situation et les qualités naturelles de son mouillage faisaient d'Aden un lieu de relâche apprécié des navigateurs. De plus, son marché était célèbre parmi les négociants. Pour autant, rien n'impliquait a priori qu'Aden fût une place incontournable, comme le suggère Piloti. La cité ne manqua pas d'ailleurs de concurrentes au cours de son histoire, comme Muza à l'époque du *Périple* ou Moka (al-Maḥā') entre le x^e/xvi^e et le xii^e/xviii^e siècle¹⁸. Toutes deux situées au nord de Bāb al-Mandab, elles parvinrent à capter en leur temps une grande partie du trafic maritime entre la mer Rouge et l'océan Indien. Aux v^e/xi^e et vi^e/xii^e siècles, avant l'avènement des Rasūlides, l'étude des lettres de la Geniza en provenance ou à destination d'Aden, menée par Roxana E. Margariti à la suite de Goitein, a montré que le rayonnement de la cité reposait d'abord sur les « services » qu'elle pouvait offrir aux réseaux marchands, et non sur une quelconque contrainte politique¹⁹. La situation que décrit Piloti dans la première moitié du ix^e/xv^e siècle paraît donc à bien des égards exceptionnelle. Certes, l'alternance des saisons et des vents en mer Rouge explique en partie pourquoi de nombreux

17. Cf. carte 1, p. 743.

18. Sur Muza : *The Periplus Maris Erythraei* [trad. angl. Casson, p. 63]. Sur Moka : *EP*, vol. VII, p. 513-516 (Van Donzel).

19. R. E. Margariti, *Aden and the Indian Ocean Trade*, p. 211.

navires jetaient l'ancre dans le port. Mais le Vénitien évoque plus encore le caractère obligatoire et forcé de cet arrêt. De quels moyens le « sultan d'Aden » disposait-il alors pour contraindre les bateaux venant du grand Océan à décharger leurs biens dans ce port qui lui appartenait ? Cette situation était-elle le fait de la politique des derniers Rasūlides ou bien résultait-elle de choix engagés dès les débuts de la dynastie ? Piloti n'apporte pas de réponse à ces questions. Tout au plus se contente-t-il de dresser face à face un sultan tyrannique et des marchands opprimés ; d'opposer une logique de pouvoir prédateur et une forme de rationalité du négoce, orientée par la seule recherche de l'intérêt et du profit. À rebours de cette dichotomie trop caricaturale pour être totalement convaincante, nous ferons l'hypothèse que le pouvoir rasūlide et le monde du négoce évoluant entre l'Inde et l'Égypte n'étaient pas totalement étrangers et hostiles l'un à l'autre. Au cours des deux siècles et demi d'existence du sultanat, ils nouèrent des liens étroits, parfois conflictuels, le plus souvent au service de bénéfices réciproques.

Entre le VII^e/XIII^e siècle et le IX^e/XV^e siècle, la prospérité de la route de l'Inde ne se démentit pas. Certes, les volumes convoyés entre l'Égypte, la Syrie, le Yémen et l'Inde connurent de fortes fluctuations d'une année sur l'autre. La présence constante des Vénitiens à Alexandrie est cependant la preuve la plus éclatante de l'intérêt que ne cessèrent de susciter les produits de ce négoce au long cours. Dans le même temps, les territoires de l'Arabie du Sud connurent le « miracle » d'un pouvoir unificateur et relativement stable, non exempt de faiblesses bien sûr, mais rapidement doté d'une légitimité bien enracinée. L'histoire du grand commerce oriental et celle du Yémen médiéval ont longtemps été écrites l'une sans l'autre. De nouvelles sources nous permettent désormais de les confronter sans détour.

2. À LA DÉCOUVERTE DES SOURCES RASŪLIDES

Un jalon essentiel : *Mulabḥaṣ al-fiṭan*

Dans une contribution qui fit date au Congrès des Orientalistes de 1967, Claude Cahen s'attelait à réfléchir sur ce qu'il qualifiait – à la suite de toute une tradition historiographique – de « déclin commercial du monde musulman à la fin du Moyen Âge²⁰ ». Certes, ce court essai publié en 1970 se présentait avant tout comme une réflexion critique : il avait incontestablement pour première visée de réfuter vigoureusement toute explication de type « essentialiste », qui aurait considéré le décrochage économique de l'Orient musulman face à l'Occident chrétien comme le résultat d'une infériorité congénitale de l'Islam, liée à

20. Cl. Cahen, « Quelques mots sur le déclin commercial du monde musulman à la fin du Moyen Âge », dans *Les peuples musulmans dans l'histoire médiévale*, p. 359-366.

la religion ou au droit musulmans. Toutefois, à la suite de cette mise en garde méthodologique, Claude Cahen proposait plusieurs pistes, plusieurs approches susceptibles de mieux poser le problème – et par conséquent d’y apporter un début de réponse. Poussant le raisonnement à son terme, il proposait de reconsidérer l’idée même de déclin : « Le vrai problème est moins celui du déclin de l’Orient que de l’essor de l’Occident²¹. »

La nouveauté à la fin du Moyen Âge, c’était en effet, aux yeux de Cahen, l’apparition de nouvelles formes de capitalisme, le fait que l’Europe commençait à « penser à vendre ». Implicitement, il suggérait ici que l’économie des pays d’Islam se caractérisait au contraire par une certaine permanence, tout particulièrement dans les modalités du commerce, source de prospérité aux premiers siècles, mais devenu progressivement incapable de faire face à l’essor européen. « Sans suggérer aucune exclusive, il y a lieu de rechercher les éléments de faiblesse relative qui pouvaient exister dans la structure de l’économie marchande elle-même²². » Selon Claude Cahen, le commerce des pays d’Islam visait en effet essentiellement la spéculation et l’« acquisition ». Aussi ces régions se désintéressaient-elles de la production et de sa croissance par l’élargissement des débouchés, aux origines de l’économie moderne²³. Si, dans le monde arabo-musulman médiéval, la spéculation était surtout le fait des marchands, l’« économie d’acquisition » avait pour principal acteur l’État, dont le but premier était de trouver les moyens de sa puissance, en profitant de l’aisance monétaire qui marqua le monde musulman durant les premiers siècles de son existence. D’après cette analyse, la vie du commerce puisait ainsi aux deux sources de l’individualisme marchand et du mercantilisme d’État.

En faisant part de ses réflexions sur la nature de l’économie dans l’Islam médiéval et sur le rôle déterminant du pouvoir et de l’administration dans ce domaine, Claude Cahen avait d’abord en tête le cas exemplaire de l’Égypte qu’il était alors en train d’étudier au travers du riche traité sur la fiscalité d’al-Mahzūmī (m. ap. 581/1185)²⁴. À l’inverse, l’océan Indien et ses rivages du Sud de la péninsule Arabique n’occupaient qu’une place réduite dans son argumentation sur le « déclin commercial » de l’Islam. Ce dernier constat vaut plus largement pour l’ensemble de l’œuvre de Cahen. Partant du Sud de l’Italie, ses recherches l’ont plutôt retenu sur les bords de la Méditerranée, de l’Anatolie pré-ottomane à l’espace syro-égyptien du « temps des croisades ». On peut bien entendu lire dans cet

21. *Ibid.*, p. 360.

22. *Ibid.*, p. 363.

23. « L’idée d’alimenter un commerce grâce à un surplus de production, pour assurer ou augmenter le travail et les ressources des producteurs ou simplement pour équilibrer en valeurs marchandes importation et exportation, cette idée, élémentaire pour tout État moderne, n’a probablement pas effleuré un État du Proche-Orient médiéval », *ibid.*, p. 365.

24. *Kitāb al-minhāğ fī ‘ilm ḥarāğ Miṣr*, éd. Cl. Cahen/Y. Rāgib. Les études sur ce traité sont réunies dans *Mahzūmiyyāt. Études sur l’histoire économique et financière de l’Égypte médiévale*.

itinéraire historiographique et géographique les questionnements d'une époque marquée par la confrontation entre un Occident colonisateur et un Orient colonisé ; on peut y voir aussi les conséquences d'un choix chronologique, commençant avec l'Islam des origines pour s'achever à la conquête mongole. Ce faisant, Claude Cahen s'arrêtait à l'aube des puissantes transformations qui aboutirent à la « seconde expansion » de l'Islam vers l'Afrique et l'Asie lointaine²⁵, et qui firent passer l'océan Indien à partir du VII^e/XIII^e siècle du statut de frontière périphérique du Dār al-Islām à celui de « lac musulman ».

S'il occupe une place réduite, l'océan Indien n'en est pas pour autant totalement absent de l'œuvre de Claude Cahen. En 1956, il découvrait à la bibliothèque Ambrosienne de Milan un court traité fiscal yéménite du début du IX^e/XV^e siècle intitulé *Mulabḥaṣ al-ḥiṭān wa-l-albāb wa-miṣbāḥ al-ḥudā li-l-kuttāb*²⁶. Un an plus tard, il publiait avec Robert Bertram Serjeant un article présentant succinctement le manuscrit et annonçant son édition prochaine²⁷. La contribution principale de Claude Cahen à ce travail commun avait été de déchiffrer les listes de produits taxés dans les ports yéménites d'al-Šiḥr et d'Aden (partie III-c, f^o 17-27) et de décrypter les notations numériques correspondant aux différentes taxes. Les symboles utilisés pour les fractions étaient sans équivalent dans la documentation mathématique et fiscale connue alors par Cahen²⁸, et leur lecture avait posé des difficultés redoutables. À Serjeant revenait l'étude des parties concernant l'organisation administrative et territoriale du Yémen (partie II, f^o 7-13), ainsi que les revenus de la fiscalité foncière (partie III, a et b, f^o 13-18).

L'édition du *Mulabḥaṣ* accompagna d'une certaine façon les recherches de Cahen et de Serjeant à partir de 1956, comme le montrent les allusions nombreuses à cet ouvrage dans leurs travaux postérieurs. Elle orienta pour une part leurs recherches, vers le *Minḥāḡ* d'al-Maḥzūmī par exemple. Elle engagea aussi Cahen à s'intéresser de plus près à l'histoire du commerce dans l'océan Indien, dont il s'attacha à clarifier les problématiques dans une intervention au Colloque international d'histoire maritime à Beyrouth en 1966²⁹. Mais les difficultés posées par l'édition et la nécessité de recourir à une vaste documentation

25. Selon le titre du colloque de l'Association pour l'avancée des études islamiques, *L'Islam de la deuxième expansion*, tenu au Collège de France (27-28 mars 1981) et publié à Paris en 1983.

26. Plus exactement, il le redécouvrait puisque le traité avait été signalé en 1915 par Griffini dans « Die jüngste ambrosianische Sammlung arabischer Handschriften », *Zeitschrift der Morgenländischen Gesellschaft*, LXIX (1915), p. 78-79.

27. Cl. Cahen et R. B. Serjeant, « A Fiscal Survey of the Medieval Yemen. Notes Preparatory to a Critical Edition of *Mulabḥaṣ al-ḥiṭān* of al-Ḥasan b. 'Alī al-Šarīf al-Ḥusaynī », *Arabica*, IV (1957), p. 22-33.

28. Notamment un traité de comptabilité d'époque būyide étudié dans « Quelques problèmes économiques et fiscaux de l'Irak būyide d'après un traité de mathématiques », dans *Les peuples musulmans dans l'histoire médiévale*, p. 366-403.

29. Cl. Cahen, « Le commerce musulman dans l'océan Indien au Moyen Âge », dans *Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'océan Indien*, dir. M. Mollat, p. 179-189.

livresque expliquent sans doute que ce travail n'ait pu être achevé avant que la mort n'emporte Claude Cahen en 1991 puis Robert B. Serjeant en 1993. La publication de la traduction anglaise du *Mulabḥḥaṣ* par Gerald Rex Smith en 2007, à partir des notes de Serjeant et de Cahen, marque l'achèvement d'une partie de cette longue aventure, en attendant qu'une édition arabe du texte soit un jour proposée³⁰. À sa façon, cette entreprise inachevée est un miroir des avancées et des limites du savoir sur les sources rasūlides au cours des cinquante dernières années. L'aventure du *Mulabḥḥaṣ* traverse en effet trois périodes bien distinctes, au fil desquelles sa lecture s'est enrichie progressivement.

Les premières sources éditées (XIX^e-1^{re} moitié du XX^e siècle)

En 1957, le *Mulabḥḥaṣ* apparaissait comme une source isolée. Du Yémen et de l'océan Indien au XV^e siècle, on savait peu de chose; de l'auteur du traité, on ignorait tout. Il restait donc un travail considérable à faire pour éclairer les nombreuses obscurités de l'ouvrage et comprendre dans quel contexte il avait été rédigé.

Les premiers travaux des orientalistes sur le Yémen médiéval au XIX^e siècle avaient surtout mis en valeur le rôle de ce pays comme terre d'accueil pour les mouvements religieux hétérodoxes (carmates, zaydites, ismā'īliens)³¹. La redécouverte et l'étude de l'abondante littérature géographique de langue arabe avaient par ailleurs orienté l'intérêt des savants vers les ouvrages d'al-Hamdānī (m. après 360/970) et d'Ibn al-Muğāwir (VII^e/XIII^e siècle) consacrés à la description de la

30. Cf. al-Šarīf al-Ḥusaynī, *Mulabḥḥaṣ al-ḥiṭān wa-l-albāb wa-miṣbāḥ al-hudā li-l-kuttāb*, trad. angl. R. B. Serjeant/G. R. Smith (abrégé par la suite : trad. angl. Serjeant/Smith). Voir aussi les articles préliminaires à cette traduction que G. R. Smith nous a aimablement envoyés : « "On the Shoulders of Giants" – The Rasulid Fiscal Survey *Mulabḥḥaṣ al-ḥiṭān* Revisited » dans *Storia e cultura dello Yemen in età islamica*, p. 43-59, et « The Rasulid Administration in Ninth/Fifteenth Century Yemen – Some Government Departments and Officials », *Journal of Semitic Studies*, 2005, p. 223-246. Ces articles et la traduction anglaise ont été rédigés en s'appuyant en partie sur les notes préparatoires de Cahen et Serjeant. Dans une lettre datée du 18 janvier 1988, qui m'a été très obligeamment communiquée par Michel Cahen, le fils de Claude Cahen, Robert B. Serjeant indiquait à Claude Cahen qu'il était sur le point de traduire les folios 26^v-27^v du manuscrit (administration d'Aden et de Zabīd), dont l'édition n'était pas complètement achevée. Il signalait en outre avoir « bien avancé avec la traduction », en ajoutant : « Il reste seulement 4 folios à faire. » Nos efforts multiples pour retrouver les notes originales de Cahen et Serjeant (dont une recherche en juillet 2005 à l'université d'Édimbourg où est conservé un carton de notes de travail déposé à la mort de Serjeant) ayant été sans effet, notre étude du manuscrit s'est donc fondée principalement sur une copie microfilmée obtenue auprès de la bibliothèque Ambrosienne de Milan, confrontée par la suite à la traduction anglaise de G. R. Smith.

31. H. C. Kay, *Yaman. Its Early Mediaeval History by Naḡm al-Dīn 'Umara al-Hakami*, sur la venue des Carmates; sur la naissance du zaydisme, A. S. Tritton, *The Rise of the Imams of Sanaa*, et R. Strothmann, « Die Literatur der Zaiditen », *Der Islam*, 1 (1910), p. 354-368; 2 (1911), p. 49-78.

péninsule Arabique³². Bien que posant de redoutables problèmes d'édition, ces deux œuvres, qui offraient un tableau d'ensemble des territoires de l'Arabie du Sud à plus de trois siècles d'intervalle, pouvaient alors passer pour la meilleure introduction qui soit à l'histoire de cette région, au regard de récits événementiels passablement embrouillés que proposaient les deux chroniques de 'Umāra al-Yamanī (m. 569/1173) et d'al-Ḥazraḡī (m. 812/1409)³³. L'édition entre 1936 et 1950 par Oskar Löfgren du *Ta'riḡ taḡr 'Adan* (« Histoire de la frontière d'Aden ») de Bā Maḡrama (m. 947/1540), un ouvrage tardif qui compilait des descriptions du grand port et des biographies de ses plus illustres personnages, obéissait au même souci d'offrir un matériau préalablement débarrassé de l'ordonnancement annalistique. On comprend dès lors que la lecture du *Mulabḡaṣ* ait suscité l'enthousiasme de Serjeant et Cahen. Le texte offrait un luxe de détails sur le commerce à Aden qui ne se trouvaient ni dans l'ouvrage d'Ibn al-Muḡāwir ni dans celui de Bā Maḡrama. Il mettait aussi en lumière l'organisation administrative très élaborée du sultanat rasūlide, d'une façon que la chronique d'al-Ḥazraḡī ne laissait pas soupçonner. Dans le même temps, le caractère unique de ce traité fiscal rendait long et périlleux le travail d'édition.

L'élargissement du corpus de sources narratives et biographiques (années 1970 et 1980)

L'apparition de régimes républicains dans le Nord et le Sud du Yémen dans les années 1960 marqua un véritable tournant dans l'accès aux sources historiques de l'Arabie du Sud, qu'il s'agisse de traces écrites ou de vestiges matériels. À la faveur du rapprochement entre le Yémen du Nord et l'Égypte eut lieu une importante collecte égyptienne de manuscrits yéménites qui permit en 1973 la rédaction d'un guide très complet des sources de l'histoire du Yémen³⁴. Dans les années 1970 apparurent les premières universités de Ṣan'ā' et Aden,

32. La première édition de *Ṣifāt ḡazīrat al-'Arab* d'al-Hamdānī par Müller date de 1884-1891; celle d'Ibn al-Muḡāwir, *Ṣifāt bilād al-Yaman wa-Makka wa-ba'd al-Ḥiḡāz al-musammā Ta'riḡ al-mustabṣir*, fut publiée par O. Löfgren en 1951. Voir désormais la présentation et la traduction anglaise par G. R. Smith, *A Traveller in Thirteenth - Century Arabia. Ibn al-Mujāwir's Tārīkh al-Mustabṣir*. Dès la première moitié du xx^e siècle, A. Grohmann se réfère en partie au matériau des géographes arabes médiévaux dans son tableau de l'économie de l'Arabie au début de ce siècle (A. Grohmann, *Südarabien als Wirtschaftsgebiet*).

33. Sur 'Umāra, H. Derenbourg a publié deux volumes sous le titre *Oumāra du Yémen, sa vie et son œuvre*, l'un en 1897, l'autre en 1904; H. C. Kay en a traduit de nombreux extraits en anglais dans *Yaman, op. cit.*, paru en 1892. La traduction anglaise d'*Al-'uqūd al-lu'lu'iyya fī ta'riḡ al-dawla al-rasūliyya*, d'al-Ḥazraḡī, par J. W. Redhouse a été publiée en 1906.

34. Sayyid, *Maṣādir ta'riḡ al-Yaman*. Les missions égyptiennes de 1951-1952 et 1964 sont évoquées p. 219-229. Les sources historiques du Yémen médiéval font aussi l'objet d'une présentation détaillée dans R. Daghfous, « Des sources de l'histoire médiévale yéménite », *Les Cahiers de Tunisie*, 27 (1980), p. 201-219.

et les administrations chargées de la conservation du patrimoine. C'est dans ce contexte qu'un érudit originaire du Sud-Yémen, 'Abd Allāh al-Ḥibšī, publia à son tour un inventaire des « sources de la pensée arabo-islamique au Yémen », c'est-à-dire des ouvrages produits dans diverses branches du savoir, qu'ils soient conservés jusqu'à nos jours ou non³⁵. Par la suite, le Centre yéménite d'études et de recherches de Ṣan'ā' patronna à partir de 1981 une collection d'éditions de sources manuscrites de l'histoire du Yémen « islamique », assurées pour l'essentiel par le Qāḍī Muḥammad b. 'Alī al-Akwa'et 'Abd Allāh al-Ḥibšī. Ces efforts, bien que de qualité parfois discutable, conjugués à ceux des chercheurs étrangers, permirent d'étendre considérablement la documentation, en particulier sur la période allant du VII^e/XIII^e au IX^e/XV^e siècle. Les travaux réalisés depuis les années 1970 sur l'histoire du Yémen rasūlide ont ainsi abondamment recouru à ce nouveau corpus de sources narratives et biographiques, essentiellement dans une perspective d'histoire événementielle³⁶.

Au-delà de l'établissement d'une chronologie relativement sûre, peu de travaux ont été consacrés dans les années 1970 et 1980 aux fondements matériels du pouvoir. Il est vrai que la documentation géographique, narrative et biographique, dont l'étendue commençait à peine à être véritablement circonscrite, n'offrait que des indications éparses, requérant un patient travail de recouplement et de synthèse. Dans le prolongement de son étude en cours du *Mulaḥḥaṣ*, Robert B. Serjeant rassembla ainsi un certain nombre de données sur les ports dans un article fondateur³⁷. Serjeant y insistait d'abord sur les liens étroits noués entre la côte de l'Arabie du Sud et le monde de l'océan Indien par la circulation des populations³⁸. L'étude de cette mobilité intense des hommes sur tout le pourtour de l'océan Indien, déjà détaillée dans l'introduction de Serjeant à l'histoire des attaques portugaises contre la côte de l'Arabie du Sud, *The Portuguese*

35. Al-Ḥibšī, *Maṣādir al-fikr al-'arabī al-islāmī fī al-Yaman*. Il est à noter que cet auteur a publié en 2004 une version revue et complétée de son répertoire.

36. La plus importante étude en langue arabe a été proposée par 'Abd al-Āl sous le titre *Banū Rasūl wa-banū Ṭābir wa-'alaqāt al-Yaman al-ḥārīḡiyya fī 'abdi-himā*. Il n'existe pas à ce jour d'équivalent de cette synthèse dans une langue européenne. Pour des présentations beaucoup plus succinctes, voir R. Daghfous, « Pour une chronologie de l'histoire du Yémen à l'époque musulmane », *Awraq*, 3 (1980), p. 3-18; G. R. Smith, « Politische Geschichte der islamischen Jemen bis zur ersten türkischen Invasion (1-945 Hidschra - 622-1538 n. Chr.) », dans *Jemen. 3000 Jahre Kunst und Kultur des glücklichen Arabien*, dir. W. Daum, p. 136-154, et J. Chelhod, « L'islam en Arabie du Sud », dans *L'Arabie du Sud. Histoire et civilisation, 2. La société yéménite de l'Hégire aux idéologies modernes*, p. 13-55 (sur les Rasūlides et les Ṭābirides, p. 42-49). Plus récemment, G. R. Smith a rédigé la notice de l'*Encyclopédie de l'Islam* (2^e édition) sur les Rasūlides qui est un abrégé de sa précédente contribution.

37. R. B. Serjeant, « The Ports of Aden and al-Shihr (Medieval Period) », dans *Les grandes escales*, I, p. 208-223. Certains points ont été approfondis par la suite par G. R. Smith, « Have you Anything to Declare? Maritime Trade and Commerce in Ayyubid Aden : Practices and Taxes », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 25 (1995), p. 127-140.

38. R. B. Serjeant, « The Ports of Aden and al-Shihr », dans *Les grandes escales*, I, p. 224.

off the South Arabian Coast, fut approfondie par la suite dans deux articles sur les marchands³⁹. En s'appuyant sur cette même documentation géographique et historiographique, des études plus larges furent menées dans le courant des années 1990 sur l'ensemble du commerce ou de la vie économique du Yémen à l'époque rasūlide⁴⁰.

De nouveaux champs d'étude (années 1990 et 2000)

Depuis le début des années 1990, qui vit la disparition de Claude Cahen et de Robert B. Serjeant, le corpus des sources sur l'époque rasūlide s'est une nouvelle fois considérablement élargi et transformé.

L'archéologie du Yémen médiéval, dont Serjeant avait été un des pionniers⁴¹, s'est développée de façon plus systématique avec les prospections et les fouilles effectuées à Zabīd sous la direction d'Edward J. Keall (Royal Ontario Museum) à partir de 1983⁴², et avec la prospection d'une grande partie des sites côtiers du Yémen menée à partir de 1993 par Claire Hardy-Guilbert et Axelle Rougeulle (CNRS)⁴³. Ce dernier programme a été suivi de plusieurs campagnes de fouilles

39. R. B. Serjeant, « Yemeni Merchants and Trade in Yemen 13th-16th », et « The Ḥaḍramī Network », dans *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine (XIII^e-XIX^e siècles)*, éd. J. Aubin et D. Lombard, p. 61-77 et 147-149.

40. Voir notamment la thèse soutenue par M. Sa'īd à l'université de Tunis en 1998, intitulée *Al-Ḥayāt al-iqtisādiyya fī al-Yaman fī 'ahd Banī Rasūl (626-858/1229-1454)*. Nous remercions vivement son auteur de nous avoir communiqué ce travail encore inédit qui étudie successivement le commerce, l'artisanat et l'agriculture du Yémen rasūlide. Ce travail l'emporte largement tant par la quantité des informations recueillies que par la qualité de l'analyse sur la thèse de N. al-Shamrookh, *The Commerce and Trade of the Rasulids in the Yemen, 630-858/1231-1454*, soutenue en 1993 à l'université de Manchester et publiée en 1996 au Koweït, inexacte sur de trop nombreux points et limitée dans ses conclusions.

41. R. B. Serjeant, en collaboration avec A. Lane, « Pottery and Glass Fragments from the Aden Littoral with Historical Notes », *Journal of the Royal Asiatic Society*, 1948, p. 108-133.

42. Présentation résumée en français dans E. J. Keall, « Les fouilles de la mission archéologique canadienne », *Saba*, 5-6 (1998), p. 19-23; rapports intermédiaires par le même auteur : « Zabīd and its Hinterland. 1982 Report », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 19 (1982), p. 61-69; « The Dynamics of Zabīd and its Hinterland : the Survey of a Town on the Tihama Plain of North Yemen », *World Archaeology*, 14-3 (1982), p. 378-392; « A Few Facts about Zabīd », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 19 (1989), p. 61-69 [sur les campagnes de fouilles de 1987 et 1988]; « Drastic Changes in 16th Century Zabīd », *Proceedings for the Seminar for Arabian Studies*, 21(1991), p. 79-96 [campagnes de 1989 et 1990].

43. C. Hardy-Guilbert et A. Rougeulle, « Ports islamiques du Yémen. Prospections archéologiques sur les côtes yéménites (1993-1995) », *Archéologie islamique*, 7 (1997), p. 146-196; A. Rougeulle, « Coastal Settlements in Southern Yemen : the 1996-1997 Survey Expeditions on the Hadramawt and Mahra Coasts », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 29 (1999), p. 123-126; A. Rougeulle, avec la collaboration d'A. Benoist, « Notes on Pre- and Early Islamic Harbours of Hadramawt », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 29 (1999), p. 203-214.

sur les sites médiévaux d'al-Šihr et de Šarma (Ḥaḍramawt)⁴⁴. En parallèle, les découvertes de trésors monétaires, ou de monnaies isolées, dont une partie non négligeable date de l'époque rasūlide, se sont multipliées, le plus souvent du fait de particuliers. Si beaucoup de pièces se retrouvent sur le marché international, peu de trésors ou de collections ont fait l'objet d'inventaires scientifiques et notre connaissance des monnaies rasūlides n'en est encore qu'à ses débuts.

Par ailleurs, de nouveaux pans de la production écrite d'époque rasūlide ont été mis en lumière. Nous n'évoquerons que brièvement le renouveau de l'intérêt pour la littérature zaydite ancienne dans les années 1990, manifesté par la floraison d'associations dévouées à la préservation et à la diffusion de ce patrimoine manuscrit⁴⁵. Le Yémen zaydite est un domaine d'étude à part entière, où beaucoup reste encore à apprendre et à découvrir. Dans le présent travail, nous n'aborderons son histoire entre le VII^e/XIII^e et le IX^e/XV^e qu'incidemment, dans ses rapports avec le sultanat rasūlide. Si les chroniques ou recueils de biographies sunnites furent bien inventoriés dans l'ouvrage qu'Ayman Fu'ād Sayyid publia en 1973, le recensement et l'étude approfondie des écrits scientifiques composés pour une large part dans le sillage de la cour rasūlide n'ont véritablement commencé que dans les années 1980. Dès 1983, l'historien des sciences David King dressait une liste fournie des manuscrits astronomiques yéménites, datant pour une grande part des VII^e-IX^e/XIII^e-XV^e siècles⁴⁶. Puis ce fut le tour des manuscrits d'époque rasūlide portant sur l'agriculture d'être répertoriés par Daniel Varisco en 1989⁴⁷. L'étude magistrale de l'almanach du sultan al-Ašraf 'Umar (1270), qu'il a publiée en 1994, montra les liens étroits qui existaient entre l'agronomie et la science des astres, mises toutes deux au service de l'administration rasūlide⁴⁸. L'un de ces manuscrits scientifiques, attribué au sultan al-Afḍal al-'Abbās

44. Pour une présentation d'ensemble des fouilles menées à al-Šihr, voir C. Hardy-Guilbert, avec la collaboration de G. Ducatez, « Al-Šihr, porte du Ḥaḍramawt sur l'océan Indien », *Annales islamologiques*, 38 (2004), p. 95-157, et C. Hardy-Guilbert, « The Harbour of al-Shihr, Ḥaḍramawt, Yemen : Sources and Archaeological Data on Trade », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 35 (2005), p. 71-85. La fouille a été interrompue en 2002. Fouilles de Šarma : A. Rougeulle, « Excavations at Sharmah, Ḥaḍramawt : the 2001 and 2002 Seasons », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies*, 33 (2003), p. 287-307, et « Le Yémen entre Orient et Afrique : Sharma, un entrepôt du commerce médiéval sur la côte sud de l'Arabie », *Annales islamologiques*, 38 (2004), p. 201-253.

45. Cf. B. Haykel, « Recent Publishing Activity by the Zaydis in Yemen. A Select Bibliography », *Chroniques yéménites*, 9 (2001), p. 225-230. Il donne le titre d'une centaine d'ouvrages parus dans les années 1990, incluant des études, des essais et de nombreuses éditions de textes, relevant pour l'essentiel des domaines juridiques et religieux. Sous le titre *Maṣādir al-turāt fi al-maktabāt al-ḥāssa fi al-Yaman*, 'Abd al-Salām al-Waḡīh (Fondation culturelle de l'imam Zayd b. 'Alī) a en outre publié en 2002 l'inventaire de 35 bibliothèques privées zaydites du Yémen, comptant au total de près de 2000 manuscrits.

46. D. A. King, *Mathematical Astronomy in Medieval Yemen : A Bibliographic Survey*.

47. D. M. Varisco, « Medieval Agricultural Texts from Rasulid Yemen », *Manuscripts of the Middle East*, 4 (1989), p. 150-154.

48. D. Varisco, *Medieval Agriculture and Islamic Science. The Almanac of a Yemeni Sultan*.

(764-778/1363-1376), se révélait d'une taille exceptionnelle, contenant pas moins de 151 textes. Signalé pour la première fois par David King en 1983, ce manuscrit de 271 folios, possédé par un propriétaire privé de Ṣan'ā', fut finalement publié en fac-similé en 1998 par Daniel Varisco et Georges Rex Smith⁴⁹.

Dans son répertoire de 1989, Daniel Varisco signalait un autre manuscrit volumineux, émanant de l'administration sultanienne du Yémen. Il avait été découvert par un chercheur yéménite, Muḥammad Ġāzim, alors rattaché au Centre pour la conservation du patrimoine artisanal de la ville de Ṣan'ā'⁵⁰. Ce recueil d'archives administratives et fiscales disparates de 224 folios, offrant un aperçu inédit sur la vie artisanale, commerciale, mais aussi sur l'organisation des palais et des forteresses yéménites à la fin du VII^e/XIII^e siècle, fut finalement édité dans deux volumes en 2003 et 2005 sous le titre de *Nūr al-ma'ārif fī nuḏum wa-qawānīn wa-a'rāf al-Yaman fī al-'abd al-muḏaffarī al-wārīf*⁵¹. À cet ensemble exceptionnel est enfin venu s'ajouter plus récemment un autre manuscrit administratif de la fin du VII^e/XIII^e siècle, conservé à la bibliothèque al-Malik Fahd de Riyad. Cet ouvrage presque complet, que nous désignerons sous le nom d'*Irtifā' al-dawla al-mu'ayyadiyya* (« Revenus du règne d'al-Mu'ayyad »), donne en 207 folios un état détaillé de toutes les ressources du sultanat rasūlide, province par province⁵².

Près de cinquante ans après le premier article de Cahen et Serjeant sur le *Mulabḥaṣ al-fiṭan*, l'ensemble de notre documentation sur le Yémen rasūlide s'est considérablement élargi. Bien des domaines restent encore à explorer, au premier rang desquels se trouve la littérature juridique sunnite des régions du Sud, dont

49. *The Manuscript of al-Malik al-Afḍal. A Medieval Arabic Anthology from the Yemen*, éd. Smith & Varisco. Le fac-similé a été publié d'après des photographies prises en 1978 par le second éditeur.

50. Ce manuscrit se trouve entre les mains d'un propriétaire privé de Ṣan'ā' qui a souhaité rester anonyme. Varisco le désigne comme *al-sāmil li-l-qawānīn al-iqtisādiyya fī al-Yaman* (« Recueil des règles économiques au Yémen ») dans « Medieval Agricultural Texts from Rasulid Yemen », *Manuscripts of the Middle East*, 4 (1989), p. 153. Muḥammad Ġāzim a depuis achevé son travail en tant que chercheur au Centre français d'études yéménites puis Centre français d'archéologie et de sciences sociales de Ṣan'ā'.

51. *Lumière de la connaissance des règles, lois et coutumes du Yémen sous le règne du sultan al-Muḏaffar*, abrégé ci-après *NM*. Le titre a été donné par Muḥammad Ġāzim. Nous avons eu l'honneur de traduire en français les introductions des deux volumes et d'établir les sommaires analytiques (vol. I, p. I-XIII; vol. 2, p. I-X). Une présentation en français du contenu du manuscrit a été proposée par Muḥammad Ġāzim dans « Nūr al-Dīn et al-Muḏaffar : la construction de l'État rasoulide au Yémen », *Chroniques yéménites*, 4-5 (1996-1997), p. 68-91. En revanche, les données utilisées dans la thèse de N. al-Shamrookh, *The Commerce and Trade of the Rasulids in the Yemen, 630-858/1231-1454*, doivent être systématiquement corrigées en se reportant à l'édition de 2003-2005.

52. *Irtifā' al-dawla al-mu'ayyadiyya*, éd. Ġāzim (abrégé ci-après *IDM*). Ce manuscrit a été acquis par la bibliothèque al-Malik Fahd au début des années 2000 (S. 183 dans l'inventaire). Il se trouvait auparavant entre les mains d'un propriétaire privé du Yémen. Le chercheur saoudien Muḥammad al-Fayfī, qui a été le premier à l'utiliser, le désigne dans son ouvrage *Al-dawla al-rasūliyya fī al-Yaman* simplement comme *al-maḥṭūta al-dīwāniyya*. Le titre d'*Irtifā' al-dawla al-mu'ayyadiyya* est tiré d'une indication du folio 64^v (p. 372).

les ouvrages manuscrits sont jusqu'à présent bien mal connus⁵³. Mais le *Mulabḥaṣ* n'est plus un document isolé et sans équivalent. Au contraire, il peut être désormais confronté à un nombre élargi de récits historiques, chroniques et recueils de biographies, et surtout replacé au sein d'une série de textes administratifs et fiscaux élaborés sous la dynastie rasūlide et – fait presque unique pour l'histoire du monde arabo-musulman médiéval – conservés jusqu'à nos jours. L'association de ces sources narratives et administratives fait toute la singularité de ce que nous désignerons désormais sous le nom de « corpus rasūlide ».

3. ÉTAT, ÉCHANGE MARCHAND ET RÉSEAUX DE COMMERCE : LES ENJEUX DU CORPUS RASŪLIDE

Nous nous trouvons en somme face à une question ancienne – les rapports entre pouvoir et commerce – mais reposée à nouveau frais grâce à un ensemble de sources récemment enrichi de façon spectaculaire. Il nous reste donc à définir une approche, une méthode adéquate qui tienne compte de l'abondance du corpus et de la diversité de sa composition.

Entre « traditions » et « civilisations » : les limites des approches diachronique et comparatiste

Une première piste est proposée par l'œuvre prolifique de Robert B. Serjeant, incontournable pour qui travaille sur le Yémen et son passé⁵⁴. Excellent connaisseur de la langue arabe, formé aux méthodes d'une érudition rigoureuse, Serjeant cherche d'abord dans ses travaux historiques à confronter le donné des sources anciennes aux réalités qu'il a pu observer au cours de ses nombreuses pérégrinations yéménites, parfois complétées par les observations d'autres voyageurs des XIX^e et XX^e siècles. Cette méthodologie trouve son aboutissement dans la somme consacrée à la ville de Ṣan'ā', qu'il a dirigée avec R. Lewcock et dont il a écrit

53. R. B. Serjeant a, là aussi, fait œuvre de pionnier en signalant deux ouvrages de *fatwa* du x^e/xvi^e siècle rédigés par un certain 'Abd Allāh Bā Maḥrama (cf. R. B. Serjeant, *The Portuguese off the South Arabian Coast*, p. 28) et en publiant un petit traité shāfi'ite d'al-Ṣiḥr sur les différentes plaintes concernant l'achat ou la vente de biens dans « Forms of Plea, a Shāfi'ī Manual from al-Shihr », *Rivista degli Studi Orientali*, XXX (1955), p. 1-15. Cette documentation est cependant tardive par rapport à notre période d'étude. Les principaux recueils de *fatwa* sunnites de la période rasūlide restent à repérer et à étudier.

54. Pour une bibliographie complète de ses travaux, voir J. D. Pearson, « Published Works of Robert Bertram Serjeant », dans *Arabian and Islamic Studies. Articles presented to R. B. Serjeant on the Occasion of his Retirement from the Sir Thomas Adam's Chair of Arabic at the University of Cambridge*, éd. R. L. Bidwell and G. R. Smith, p. 268-282; à compléter par R. E. Kon, « Bibliography of R. B. Serjeant », *New Arabian Studies*, III (1996), p. 69-78.

une grande partie des contributions⁵⁵. À une échelle plus réduite, c'est aussi dans cette perspective qu'il a mené une étude des coutumes des pêcheurs de la côte de l'océan Indien⁵⁶, des pratiques commerciales⁵⁷ ou de l'organisation des ports dans le Yémen du Sud⁵⁸. De façon significative, la synthèse de Serjeant sur ce dernier sujet met en avant la permanence de certains itinéraires depuis l'Arabie préislamique. Elle insiste sur l'existence d'un calendrier maritime assez strict réglant le déroulement des activités portuaires et la perception des taxes sur le commerce. Elle établit enfin le principe d'un partage de la souveraineté sur les côtes entre les tribus et l'État. Toutefois, en dépit de l'abondance du matériau rassemblé, l'histoire du commerce écrite par Serjeant se révèle assez indifférente aux spécificités des pouvoirs qui dominèrent l'Arabie entre le VII^e/XIII^e siècle et le IX^e/XV^e siècle. Elle s'enracine plutôt dans un temps long, enjambant les ruptures établies, qu'il s'agisse de l'apparition de l'Islam en amont, ou, plus près de nous, du surgissement de la modernité dans les villes et les ports de l'Arabie.

Dans cette approche qui a largement imprégné les études sur le Yémen bien au-delà de l'œuvre singulière de Serjeant, la notion de « tradition » occupe une place importante. « En abordant l'anthropologie du Yémen, c'est-à-dire l'étude de sa culture et de ses institutions traditionnelles, nous ne devons jamais perdre de vue que nous avons affaire à un peuple sédentarisé de longue date, qui a derrière lui une vieille et brillante civilisation⁵⁹. » Le décor est ainsi planté par Joseph Chelhod, autre pionnier des recherches contemporaines sur le Sud de la péninsule Arabique : l'étude de la vie culturelle et sociale s'y ancre dans un temps long, presque immobile. Dans cette perspective, l'observation des pratiques actuelles est une étape incontournable. Celles-ci gardent en effet la trace d'institutions et de cultures beaucoup plus anciennes, portées par la transmission orale des proverbes, poèmes, chansons ou récits, ou même par la reproduction des gestes, des pratiques ou la perpétuation des coutumes héritées. Ainsi

55. *San'ā'. An Arabian Islamic City*.

56. Dans *The Portuguese off the South Arabian Coast*, p. 22-23, il mentionne ses visites sur la côte du Ḥaḍramawt et du Mahra. Ce matériau est repris de manière plus détaillée dans son article « Maritime Customary Law off the South Arabian Coasts », dans *Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'océan Indien*, éd. M. Mollat, p. 198-206, à propos des cérémonies qui se déroulent au moment du passage ou du départ des navires, de l'organisation des convois, des relations à l'intérieur de l'équipage des navires, et de la répartition des bénéfices de la navigation.

57. R. B. Serjeant, « Notes on Some Aspects of Arab Business Practices in Aden », dans *al-Bābith. Festschrift Joseph Henninger*, p. 1-17. La plupart des éléments de cet article sont repris et comparés aux sources médiévales dans R. B. Serjeant, « Yemeni Merchants and Trade in Yemen 13th-16th Centuries », dans *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine (XIII^e-XIX^e siècles)*, éd. J. Aubin et D. Lombard, p. 77.

58. Dans « The Ports of Aden and al-Shihr », dans *Les grandes escales*, I, p. 213, il s'appuie par exemple sur le fonctionnement du port de Qalansiya (Socotra) tel qu'il l'a observé en 1967.

59. J. Chelhod, « L'ordre social », dans *L'Arabie du Sud. Histoire et civilisation*, 3. *Culture et institutions du Yémen*, p. 15.

les premières observations sociologiques et anthropologiques au Yémen, dont celles de Serjeant dans le Ḥaḍramawt à partir des années 1940, offraient-elles en apparence une plongée dans un passé ailleurs aboli⁶⁰.

La société que Serjeant observa dans le contexte ḥaḍrami accordait en effet une place centrale aux tribus, qui se distinguaient nettement de l'aristocratie religieuse. Composé des descendants du Prophète ou des anciens clergés préislamiques, ce dernier groupe était à la fois protégé par les forces tribales sur un plan matériel et politique, et protecteur sur le plan religieux. Hommes de tribus et de religion se distinguaient à leur tour des « pauvres » (*masākin*) et des « faibles » (*ḍu'afā'*) en charge des activités manuelles, agricoles et artisanales. Les esclaves enfin se situaient au plus bas dans l'échelle de l'indignité⁶¹. Les rapports entre groupes sociaux étaient ainsi régis par une stricte hiérarchisation, fondée sur une échelle de l'honneur, établie à partir du lignage et de l'activité économique-sociale. Une telle description, formalisée par Serjeant dès les années 1950, est depuis devenue un passage obligé pour qui veut faire ressortir les transformations récentes de la société yéménite, en les opposant aux hiérarchies traditionnelles, résultat d'une histoire lente et silencieuse⁶².

Cette approche, mêlant histoire et anthropologie, apparaît particulièrement pertinente en ce qui concerne l'exploration des normes de la justice coutumière qui régulaient la vie des tribus, mais aussi la plupart des activités professionnelles (la pêche, l'artisanat et dans une certaine mesure le commerce). Une grande partie des dispositions observées jusqu'au xx^e siècle, et parfois même encore aujourd'hui, peuvent à juste titre être considérées comme un héritage remontant à des temps anciens. Mais ne risque-t-on pas ainsi de gommer la part d'instabilité et l'historicité de ces pratiques « immémoriales »? N'a-t-on pas tendance dans ce cas à considérer la « tradition » comme une entité définitivement figée? Quelle peut être la valeur de telles observations contemporaines pour notre connaissance de la période médiévale? Même si les sources permettant de suivre précisément les évolutions du droit coutumier ou de la culture orale font en grande partie

60. « Ses institutions étranges, anciennes mais survivant encore peuvent, grâce à la méthode comparative, jeter quelques rayons de lumière sur beaucoup d'aspects obscurs de l'histoire arabe et islamique » (R. B. Serjeant, « Historians and Historiography of Ḥaḍramawt », *Bulletin of the School for Oriental and African Studies*, Londres, XXV (1962), p. 239).

61. Cette présentation est proposée dans « Haram and Ḥawṭa, the Sacred Enclaves in Arabia », dans *Mélanges Taba Husain*, éd. Abdurrahman Badawi, p. 42, puis reprise et étendue à l'ensemble du Yémen, en soulignant les variantes régionales dans « South Arabia », dans *Commoners, Climbers and Notables. A Sampler of Studies on Social Ranking in the Middle East*, éd. C. A. O. Van Nieuwenhuijze, 1977, p. 226-247.

62. Notamment J. Chelhod, « L'ordre social », dans *L'Arabie du Sud. Histoire et civilisation*, 3. *Culture et institutions du Yémen*, p. 15-37. La qualification de la société yéménite au regard des notions de la sociologie contemporaine a depuis été longuement discutée. Voir notamment P. Dresch, *Tribes, Government and History in Yemen*, p. 117-157; F. Mermier, *Le cheikh de la nuit*, p. 71-114; M. Mundy, *Domestic Government. Kinship, Community and Polity in North Yemen*, p. 39-49.

défaut, cette question doit rester posée. Les parallèles entre la réalité contemporaine et les situations plus éloignées dans le temps, aussi stimulants soient-ils, doivent être maniés avec prudence. Tout ce qui a disparu des yeux et des mémoires intéresse l'historien au même titre que ce qui a perduré. En se focalisant ainsi sur la continuité des pratiques sociales et culturelles, et en laissant à la modernité récente l'apanage des ruptures et des mutations, ce sont les spécificités du Yémen entre le VII^e/XIII^e et le IX^e/XV^e siècle par rapport aux périodes postérieures ou antérieures qui risquent bel et bien de nous échapper.

Sortant du strict champ des « études yéménites », une autre piste s'offre à nous, celle de la comparaison avec les régions voisines, de façon synchronique cette fois-ci. Cette approche, qui s'impose tout particulièrement lorsque l'on traite du commerce à longue distance, a donné lieu à de brillantes démonstrations tout autant qu'à de vifs débats. À la suite de ce que les historiens voyaient ou croyaient voir dans l'œuvre de Fernand Braudel, la démarche comparatiste a d'abord été utilisée pour définir une « grammaire » des civilisations, des structures sous-jacentes et communes à une ou plusieurs aires culturelles considérées sur une période souvent très large. K. N. Chaudhuri, en se plaçant ouvertement dans le sillage de ces travaux, a plus spécifiquement tenté de saisir l'importance du commerce dans la constitution d'un espace cohérent de civilisation autour de l'océan Indien, marqué par la succession de « réseaux » reliant entre eux un petit nombre d'emporiums ou de communautés diasporiques depuis l'apparition de l'Islam jusqu'au XVIII^e siècle⁶³. Dans cette perspective, le Yémen se réduit essentiellement à... Aden. Plus encore, la synthèse de Chaudhuri ne prend quasiment pas en compte la diversité des structures de pouvoir qui ont pu se développer sur le pourtour de l'Océan. Cet oubli découle à la fois de raisons théoriques – le privilège accordé aux réseaux sur les territoires – et pratiques – l'inégale connaissance de l'histoire locale de chacune des régions impliquées dans cette gigantesque toile. Il résulte aussi du poids écrasant des sources occidentales, notamment portugaises, dans notre connaissance de l'histoire de cette région à partir de la fin du XV^e siècle. Les Portugais ont été en effet « les premiers à saisir d'une manière globale les structures économiques et sociales des pays de l'océan Indien », pour reprendre les mots de Geneviève Bouchon⁶⁴. Guidés par les nécessités de la découverte puis de la conquête de grandes villes portuaires, les premiers auteurs portugais, à l'instar de Duarte Barbosa (m. 1521) ou Tomé Pirès (m. 1540), ont laissé une somme d'informations qui constituent pour les historiens d'aujourd'hui un formidable tableau, une image saisie « sur le vif » de ce qu'étaient les réseaux et les échanges dans

63. K. N. Chaudhuri, *Trade and Civilization in the Indian Ocean : An Economic History from the Rise of Islam to 1750*.

64. G. Bouchon, « Quelques aspects de l'islamisation des régions maritimes de l'Inde à l'époque médiévale (XII^e-XVI^e siècles) », *Puruṣārtha*, 9 (1986), p. 29.

l'océan Indien durant la première moitié du XVI^e siècle⁶⁵. La tentation est donc forte de projeter cet état des lieux sur les âges précédents, en considérant que les nouveaux conquérants surgirent dans un monde dont les habitudes étaient figées depuis des siècles et dont les systèmes de pouvoirs se trouvaient quasiment « à l'état naturel », dépouillés de toute historicité, de toute contingence et de toute interaction possible avec leur environnement.

Dans un essai de comparatisme à rebours de la méthode suivie par K. N. Chaudhuri, Sanjay Subrahmanyam, spécialiste de l'Inde à l'époque moghole, a récemment proposé une typologie des rapports possibles entre pouvoir et commerce dans les régions riveraines de l'océan Indien pour la période allant du XV^e au XVIII^e siècle⁶⁶. Le panorama qu'il brosse est large, allant des « États marchands » (*trading states*), dans lesquels le prince ou l'administration sont eux-mêmes des acteurs du commerce, jusqu'à des pouvoirs peu engagés dans cette activité, soit pour des raisons idéologiques, soit pour des raisons économiques (une faible monétarisation par exemple)⁶⁷. Deux cas ne sont pas présents et constituent les frontières de la typologie : qu'un pouvoir soit totalement étranger et extérieur au commerce – ce qui inclut l'oppression systématique des marchands chère au paradigme du despotisme oriental – ou que des groupes de marchands évoluent totalement indépendamment des États, selon une compréhension faussée du concept de diaspora. « En Asie du Sud, tout comme en Iran ou dans les domaines ottomans, les États avaient besoin du commerce et des marchands, de même que l'activité commerciale avait besoin de parvenir à des compromis avec le pouvoir politique [...], et ce d'autant plus dans un contexte de militarisation croissante⁶⁸. » Le comparatisme n'a d'autre intérêt que de dégager ici non pas des *structures* communes à toute cette aire, mais bien plutôt des *enjeux* qui la traversèrent à l'époque considérée, et face auxquels pouvoirs et marchands adoptèrent des attitudes fort diverses.

Notre approche ne consistera pas à partir d'un point de vue extérieur au Yémen rasūlide, serait-ce le Yémen contemporain ou l'océan Indien pris dans son « temps long ». Il n'est pas nécessaire de faire de longues recherches pour voir tout ce que les sources médiévales ne peuvent pas nous apporter : ni données quantitatives permettant d'établir de manière solide l'importance des flux, la hiérarchisation des marchés, le « mouvement brut de la vie économique », selon l'expression de Braudel⁶⁹ ; ni données anthropologiques suffisantes pour

65. Voir notamment G. Bouchon, « Portuguese Documents on Sixteenth Century India », dans *Indo-Portuguese History : Sources and Problems*, p. 86-95.

66. S. Subrahmanyam, « Of Imārat and Tijārat : Asian Merchants and State Power in the Western Indian Ocean, 1400 to 1750 », *Comparative Studies in Society and History*, 37 (1995), p. 750-780.

67. *Ibid.*, p. 756-763.

68. *Ibid.*, p. 775.

69. F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, vol. 2, p. 652.

aller au-delà de grandes généralités ou de détails épars sur les pratiques sociales, économiques et culturelles des marchands ou sur leurs interactions avec leurs sociétés originelles ou d'adoption. Ces lacunes bien réelles nous imposent de renverser notre approche et de nous appuyer sur les spécificités des sources conservées jusqu'à nous. Elles nous obligent à partir du regard des contemporains, de la façon dont ils ont eux-mêmes perçu et décrit les processus à l'œuvre en leur temps. Elles nous conduisent à considérer le corpus écrit du XIII^e-XV^e siècle comme un univers textuel fortement structuré autour de quelques enjeux qui ont particulièrement retenu l'attention des hommes de ce temps et qu'il s'agit dès lors pour nous d'élucider.

Au cœur du corpus rasūlide, la construction d'un État

La singularité des textes de nature historique ou administrative rédigés à l'époque rasūlide, essentiellement en Tihāma et au Bas Yémen, apparaît nettement si on les compare aux écrits antérieurs issus de ces mêmes régions. Quelles que soient les pertes ou les lacunes qui affectent notre connaissance des documents les plus anciens, la production des VII^e-IX^e/XIII^e-XV^e siècles tranche indéniablement par son abondance. Elle se caractérise aussi par un certain nombre d'innovations formelles qu'il nous a fallu explorer préalablement à toute autre étude. Pour cela, nous avons procédé à une lecture suivie des principales chroniques, recueils de biographies et traités administratifs qui composent notre corpus, en prêtant une attention particulière à leur mise en forme, à leur composition et aux visées explicites ou implicites de leurs auteurs. En raison de leur nature inachevée et peu organisée, les recueils d'archives ont fait l'objet d'une critique interne approfondie, dont les résultats sont exposés dans le premier chapitre.

Les archives montrent comment le pouvoir assura la survie d'une véritable mémoire administrative. Quant aux œuvres des lettrés, elles ont toutes à voir, de près ou de loin, avec ce que nous appellerons la « mise en histoire » du pouvoir rasūlide : de près, lorsqu'il s'agit de chroniques de cour, rédigées dans l'entourage immédiat du prince, voire par le prince lui-même ; de plus loin, lorsque les textes sont le fait de membres des élites urbaines, exerçant essentiellement des fonctions religieuses. Que ce soit en empruntant une forme annalistique ou biographique, tous mettent en exergue la légitimité du nouveau pouvoir et la façon dont il chercha à la rendre visible aux populations qu'il gouvernait. Cette constatation trouve des prolongements si l'on sort des limites du sultanat du Yémen. Il convenait en particulier de se plonger dans l'abondant corpus des encyclopédies, chroniques et recueils de biographies du Hiġāz, de l'Égypte et de la Syrie d'époque mamlūke, entre la seconde moitié du VII^e/XIII^e et la fin du IX^e/XV^e siècle. Le Yémen rasūlide y occupe bien sûr une place réduite au regard de la masse d'informations rassemblées sur l'Empire et ses habitants. Mais il n'est jamais totalement absent, certaines œuvres consacrant même des développements

conséquents au petit sultanat et à ses agents. Il n'en va pas de même dans les royaumes riverains de l'océan Indien et du Golfe : les témoignages, qui émanent essentiellement de voyageurs, sont plus épars et la documentation persane plus difficilement exploitable⁷⁰.

Parmi les caractéristiques du pouvoir rasūlide qui se dégagent nettement à la lecture de l'ensemble des sources, certaines n'ont rien de très original, comme l'affirmation d'une continuité du pouvoir par la filiation dynastique. D'autres paraissent plus neuves par rapport à ce que l'on sait de l'histoire de la péninsule Arabique médiévale. Citons d'ores et déjà l'insistance sur le nombre, l'organisation et la permanence du personnel administratif au service du sultan, ou la volonté de fixer une représentation écrite ou imagée du territoire soumis à son pouvoir et de garder une mémoire précise des produits de la perception fiscale. En bref, ces textes s'efforcent de décrire un phénomène dont ils ressentaient confusément la nouveauté, le fait que le pouvoir se perpétue non seulement en la personne du souverain, mais aussi dans des institutions qui dépassent de loin l'échelle individuelle. Ce processus est ce que nous appellerions, en des termes sociologiques modernes, la construction d'un « État » bureaucratique et impersonnel.

Nous avons peu utilisé ce terme d'« État » jusqu'à présent, préférant parler de « pouvoir » rasūlide. Ce choix ne relève pas du hasard. Les écrits arabes médiévaux ne manquent pas en effet de termes équivalents à « pouvoir » ou « autorité » pris dans leur sens le plus général. Le cheikh de tribu tout comme le souverain ou le chérif zaydite étaient en mesure d'exercer une autorité (*ḥukm*) ou un pouvoir de commandement (*amr*). D'une façon plus imagée, ils pouvaient détenir un territoire « en leur main » (*taḥt al-yad*) ou « en leur possession » (*qabḍa*). C'est en ce sens que nous parlerons de « pouvoir rasūlide » autant que de « pouvoir des tribus » ou de « pouvoir zaydite » dans le Yémen médiéval. Bien entendu, les contemporains avaient une nette conscience des différences qui pouvaient exister entre ces entités. La terminologie utilisée renvoyait alors essentiellement à la légitimité du pouvoir en question. Les Rasūlides ajoutaient dans leur titulature au terme de *sulṭān* celui de *malik*, « roi », suivant en cela les usages de leurs maîtres ayyūbides⁷¹. Ils aimaient à définir la nature de leur gouvernement comme un *mulk*, ce que l'on peut traduire par « royauté » ou « monarchie », bien que le terme renvoie davantage à l'idée d'une appropriation *personnelle* de l'autorité et dénote une légitimité reposant d'abord sur l'exercice

70. Outre la faiblesse de nos connaissances en persan, l'usage des éditions des principales chroniques persanes, comme le *Kitāb-i Tajziyat al-amṣar wa-tajziyat al-A'sār* de Waṣṣāf (éd. Bombay, 1852) et indo-persanes comme le *Tā'riḥ-i Firūz Šābi* de Ḍiyā al-Dīn Baranī (éd. sir Sayyid Ahmad Khan, Calcutta, 1862) ou les *Futub-Salātin* d'Isam (éd. A. S. Usha, Madras, 1948), est rendu difficile par l'absence d'index.

71. Cf. « Sulṭān », *EP*, vol. IX, p. 885-886 (Kramers).

de la force⁷². Le terme d'*imām* par lequel on désignait le chef des zaydites faisait au contraire explicitement référence à une légitimité au fondement religieux, du moins en théorie.

Il est en revanche bien difficile de trouver dans nos textes un équivalent de la notion d'« État ». Les locuteurs de l'arabe moderne recourraient sans hésiter au mot *dawla*, mais cet usage est relativement récent à l'échelle de la longue histoire de la langue arabe. Tiré d'une racine *d.w.l.* signifiant « tourner, alterner », *dawla* n'avait pas aux débuts de l'Islam un sens directement politique. Ce dernier n'apparut qu'avec l'avènement des 'Abbāsides, lorsque *dawla* se mit à signifier non seulement la « révolution » qui avait entraîné la chute des Umayyades de Damas, mais aussi la « période d'un règne ou d'un pouvoir individuel » et plus largement la « dynastie⁷³ ». Une observation fine des sources rasūlides montre que l'usage de *dawla* dans un sens temporel, pour désigner le règne d'un souverain ou d'une dynastie, est indéniable, mais qu'il est loin d'épuiser tous les sens possible du mot.

Les usages du terme *dawla* dans les sources rasūlides :

1. Associé à un sultan en particulier. Par exemple *al-dawla al-afḍaliyya*, c'est-à-dire la *dawla* du [sultan] al-Afḍal, que l'on trouve dans les phrases suivantes : « La *dawla* d'al-Afḍal a connu son avènement en 764⁷⁴ » ou untel fut nommé « ministre (*wazīr*) de la *dawla* d'al-Afḍal⁷⁵. »

2. Associé à la dynastie dans son ensemble. Exemple : « En cette année-là [724/1324], la *dawla* des Banū Rasūl disparut presque entièrement de tout le Haut Yémen⁷⁶. »

3. Pour désigner les serviteurs du pouvoir, dans les périphrases *abl al-dawla*, « les gens de la *dawla* », *arbāb al-dawla*, « les dignitaires... » ou *a'yān al-dawla*, « les personnages éminents... ». Ces expressions renvoient soit à un souverain précis (par exemple : *abl dawlat al-Nāṣir* : « les gens de la *dawla* d'al-Nāṣir⁷⁷ »), soit à une entité impersonnelle (ex : « L'autorité royale (*al-mulk*) fut exercée par un groupe de personnages éminents de la *dawla*⁷⁸ » ou « il faisait partie des gens de la *dawla* (*min abl al-dawla*) »).

72. « Malik », *EF*, vol. VI, p. 245-246 (Ayalon).

73. « Dawla », *EF*, vol. II, p. 183-184 (Rosenthal). Voir aussi les analyses d'H. Touati sur cette évolution sémantique : « *Dawla*. La politique au miroir de la généalogie », dans *Émirs et présidents*, dir. P. Bonte, E. Conte et P. Dresh, p. 163-177.

74. Anonyme, *Ta'riḥ al-dawla al-rasūliyya*, éd. al-Ḥibṣī, p. 65.

75. *Ibid.*

76. Yaḥyā b. al-Ḥusayn, *Ġāyat al-amānī*, éd. 'Āṣūr, I, p. 500.

77. Ibn al-Dayba', *Qurrat al-'uyūn*, éd. al-Akwa', II, p. 126.

78. *Ibid.*, II, p. 127.

La fréquence du terme pour qualifier les relations entre un souverain et ses serviteurs est remarquable : il s'agit alors d'insister sur le caractère temporaire du lien qui relie le prince et les hommes qui le servent. Chaque souverain a ses hommes, les hommes de sa propre *dawla*, qui peuvent être déliés de toute obligation par la mort du souverain qu'ils servaient. En même temps, le mot tend à prendre le sens d'une entité qui n'est pas attachée à un roi en particulier et qui survit à chaque disparition. En ce sens, *dawla*, tel qu'il se retrouve dans les écrits d'époque rasūlide, pourrait se rapprocher de la notion d'« État » au sens de puissance permanente de gouvernement. Les deux acceptions du terme semblent renvoyer à la perception ambivalente de la nature du pouvoir dans les sources ; elles témoignent d'une difficulté réelle à penser sa permanence en dehors de la figure du souverain. D'un côté, cette continuité du gouvernement était souvent une réalité, qui se donnait à voir essentiellement sous l'aspect d'institutions administratives relativement stables. De l'autre, les auteurs avaient une conscience aiguë de l'instabilité continuelle du pouvoir, faite d'ascensions rapides et de chutes brutales, d'oppositions, de tensions et d'affrontements.

Il convient donc de respecter toute l'ambiguïté du terme arabe de *dawla* dans la traduction des textes, sans se priver d'utiliser les concepts les plus courants des historiens modernes. En français, le mot « règne » renvoie à la fois à la période de gouvernement d'un roi et à l'autorité que l'on exerce sur quelqu'un ou quelque chose. C'est cette notion que nous utiliserons pour rendre l'arabe *dawla*. Pour bien marquer que ce « règne » ne se limite pas à une simple période de gouvernement et que nous ne l'employons pas uniquement dans son sens le plus courant, nous lui ajouterons désormais une majuscule. En dehors des textes traduits, l'usage du concept d'État nous paraît néanmoins tout à fait légitime dès lors que nous désignons ainsi la capacité d'un pouvoir à s'inscrire dans une réelle continuité par le biais d'institutions bureaucratiques pérennes. À l'instar d'autres régions du Proche-Orient arabo-musulman, depuis la Syrie umayyade jusqu'à l'Égypte mamlūke, le Yémen rasūlide connut un véritable État. Mais pas plus qu'eux, l'État des sultans du Yémen n'obéissait à une organisation prédéfinie ou ne se caractérisait par des traits immuables. Il résultait de processus ininterrompus de définition des territoires et des champs d'action du pouvoir. Il se structurait dans des institutions chargées d'une part d'autorité, dont la constitution s'adaptait d'une façon plus ou moins consentie aux conjonctures collectives ou aux stratégies individuelles. Pour qui s'intéresse aux rapports entre pouvoir et commerce, il importe par conséquent de cerner ce que l'affirmation d'un État assez puissant dans le Sud de la péninsule Arabique impliqua pour les marchands et le déroulement de leurs échanges. Un tel questionnement impose de se placer à la croisée de plusieurs champs historiographiques. Il conduit à emprunter à l'histoire économique l'un de ses objets, le commerce ; à l'histoire sociale certains de ses acteurs, les marchands ; à l'histoire politique, sa trame et ses enjeux. Loin de se limiter à une étude des produits du commerce ou de leurs flux, notre

enquête s'attachera d'abord à penser la structuration conjointe du commerce et de l'État en termes d'institutions et de réseaux, complémentaires ou rivaux, construits ou défaits en fonction des circonstances et des rapports de force.

L'administration rasūlide dans et hors l'échange marchand

Dans cette perspective, une première interrogation concerne la participation de l'administration à la vie du commerce, par le biais d'institutions spécialisées et, plus largement, la place du commerce dans la structure de l'État. Que recouvrait exactement cette « vie du commerce » que nous venons d'évoquer ? Au niveau le plus élémentaire, les textes rasūlides parlent d'abord d'activités de « vente et d'achat » (*al-bay' wa-l-širā'*) qui pouvaient être le fait de tout un chacun. Comme dans l'ensemble du monde musulman, ces pratiques étaient assez strictement encadrées, à la fois par les coutumes et par la loi islamique⁷⁹. Vente et achat ne nécessitaient pas obligatoirement le recours à des espèces monétaires, puisque le troc (*muqābada*) en était aussi une modalité parfaitement reconnue. L'impératif essentiel résidait dans la fixation d'une valeur (*qīma*) de l'objet échangé ou du bien acquis, le plus souvent exprimée dans les textes en monnaie de compte. En ce sens, il convient de parler pour la période qui nous intéresse d'échange marchand, et plus largement d'économie marchande, au Yémen comme ailleurs dans le monde musulman. Au centre de celle-ci se trouvait une institution, le marché (*sūq*), qu'il soit saisonnier ou hebdomadaire, occasionnel ou permanent⁸⁰.

L'administration remplissait fondamentalement trois fonctions vis-à-vis du marché : taxer les échanges ; assurer la sûreté des transactions sur le marché et dans ses abords ; acquérir certains biens du marché pour répondre aux « besoins » du prince et de son entourage. Ces rôles pouvaient s'avérer contradictoires en certaines occasions, lorsque l'autorité souveraine se retrouvait à la fois arbitre et partie prenante de l'échange marchand. En se situant hors et dans le marché, l'État était tenté d'enfreindre les règles élémentaires de l'échange, au service de sa consommation propre. Il n'est donc pas étonnant que les textes, notamment administratifs, se soient efforcés de définir au mieux le champ d'intervention étatique et ses limites. Les informations les plus abondantes à ce sujet

79. Sur les doctrines juridiques de la vente : « Bay' », *EP*, vol. I, p. 1144-1146 (Schacht) et sur les rapports entre loi et coutume dans le cadre du marché : A. L. Udovitch, « Les échanges de marché dans l'Islam médiéval : théorie du droit et savoir local », *Studia Islamica*, LXV (1987), p. 5-30.

80. Sur le *sūq* en tant qu'institution au Moyen Âge, voir les analyses de P. Chalmeta, « Formation, structure et contrôle du marché arabo-musulman », dans *Mercati e mercanti nell'alto Medioevo : l'area euroasiatica e l'area mediterranea*, p. 667-719 ; A. L. Udovitch, « Market and Society in the Medieval Islamic World », *ibid.*, p. 767-789, et B. Johansen, « Échange commercial et hiérarchies sociales en droit musulman », dans *Les institutions traditionnelles dans le monde arabe*, dir. H. Bleuchot, p. 19-28.

concernent sans surprise le port d'Aden, plus secondairement le port d'al-Šiḥr dans le Ḥaḍramawt, au moment de l'apogée du sultanat à la fin du VII^e/XIII^e siècle. Leurs institutions s'étaient notamment agrégées autour de la douane, comme le montrent l'ensemble des documents administratifs, règlements, comptes ou tarifs douaniers, se rapportant à ces ports⁸¹. En s'appuyant sur les données ainsi rassemblées, nous verrons ainsi qu'Aden constitua l'exemple le plus achevé de concentration des flux et des échanges au service de la fiscalité et de la consommation sultaniennes, mais aussi des intérêts marchands (chapitre 2). Nous tenterons de comprendre par quels biais l'administration rasūlide s'efforça de concilier à la fois le maintien de hauts revenus fiscaux, la garantie de son approvisionnement et le respect de l'autonomie du marché, au travers de l'institution douanière (chapitre 3). En élargissant notre regard à la cité d'al-Šiḥr, nous observerons enfin la place de cette administration particulière au sein de l'État rasūlide (chapitre 4).

Pouvoir sultanien et structuration des réseaux de commerce

Les activités mercantiles ne se réduisaient pas seulement au « marché » en tant que lieu ou institution. Le mot *tiḡāra*, que l'on traduit ordinairement par « commerce », renvoie quant à lui à une dimension particulière de l'échange marchand, qui est la recherche du gain. Cette quête du bénéfice constitue la base de ce que Claude Cahen appelait, comme nous l'avons vu, une « économie de spéculation ». Ibn Ḥaldūn, dans une définition célèbre, le montre très clairement :

« Le commerce (*tiḡāra*) consiste à essayer de réaliser un gain en faisant fructifier une somme d'argent avec laquelle on achète des marchandises bon marché qu'on revend cher, cela étant valable pour n'importe quel genre de marchandises : esclaves, grains, bestiaux, armes, étoffes. Le surcroît réalisé est appelé bénéfice. Pour obtenir un tel bénéfice, ou bien on stocke des marchandises dans l'attente d'une fluctuation des cours dans le sens de la hausse [...] ou bien on transporte les marchandises dans un autre pays, où elles sont plus demandées que dans le pays d'origine⁸². »

En pratique, le jeu sur les stocks et le commerce à distance allaient rarement l'un sans l'autre. Ils étaient deux faces d'une même activité, qui mettait toujours en jeu un déplacement, un transport du produit vendu ou acheté en dehors de son marché d'origine. On perçoit là toute l'ambivalence du terme de *tāḡīr* (pl. *tuḡḡār*), c'est-à-dire celui qui pratique la *tiḡāra* : il renvoie tout à la fois à une activité (importer ou exporter des marchandises, en personne ou par

81. Voir la traduction intégrale de ces documents dans notre ouvrage *Grands ports du Yémen médiéval. Documents traduits des archives rasūlides*.

82. Ibn Ḥaldūn, *Muqaddima*, dans *Le livre des exemples* [trad. A. Cheddadi, p. 779].

représentants interposés) et à une intention ou une volonté (réaliser un gain). Autant dire qu'un tel terme désigne des acteurs très divers dans nos sources, depuis les gros négociants de l'Inde, propriétaires de navire, apportant chaque année au terme d'une traversée périlleuse de lourdes cargaisons d'épices dans le port d'Aden, jusqu'au jeune étudiant en droit revendant occasionnellement un petit chargement de dattes d'une ville de la Tihāma à l'autre, à l'occasion d'une visite rendue à un maître célèbre. Tous peuvent être considérés dans les sources comme des *tuḡḡār* au moment où ils exercent leur activité, qu'il s'agisse là de leur profession régulière ou d'une participation ponctuelle au commerce. En raison de cette large acception, nous avons préféré traduire *tāḡīr/tuḡḡār* simplement par « marchand(s) », plutôt que par les vocables plus étroits de « négociant » ou de « commerçant ». Quoi qu'il en soit, chacun de ces mots dénote en français un caractère professionnel et une dimension sociale qui ne se trouvent pas nécessairement dans le terme arabe. Du fait de ces acceptions largement indéterminées, le mot *tāḡīr/tuḡḡār* est souvent complété dans les sources médiévales par un adjectif ou remplacé par un autre nom, qui précise la nature de l'activité du marchand (par exemple, *bazzāz*, marchand de tissu), le degré de sa richesse ou de son rang social (*tāḡīr kabīr*, « grand marchand », *min a'yān al-tuḡḡār*, « de l'élite des marchands »). Certaines sources, issues notamment des provinces de l'Empire mamlūk, ont même permis d'établir, à partir de l'étude de ces dénominations, une typologie sociale des marchands. En s'appuyant sur ce cadre d'analyse, il a été possible de montrer l'émergence de dynamiques collectives et la constitution – encore bien timide – de certaines catégories de marchands en tant que véritable groupe social⁸³. Toutefois, il n'est pas évident que le corpus rasūlide se prête à de telles études.

Certes, les instruments de la prosopographie ne doivent pas être négligés. L'examen le plus systématique possible des sources rasūlides et mamlūkes nous a permis de recenser 213 individus qui exercèrent des activités marchandes au Yémen ou à partir du Yémen entre 626/1229 et 858/1454⁸⁴. Certains appartiennent à des familles déjà bien connues des historiens de l'aire syro-égyptienne, d'autres sortent de l'ombre grâce aux chroniqueurs et biographes yéménites. La disparité des sources utilisées et la taille réduite de la « population » étudiée limitent cependant les usages statistiques d'une telle base. Si le rassemblement des notices autorise des rapprochements dans les dénominations ou les titres de tel ou tel individu et permet d'identifier certains profils communs, aucune

83. Le travail le plus abouti dans ce sens est celui de K. Oulad Hammou, *Saḡāwī et les marchands. Recherches sur les gens de commerce au xv^e siècle dans l'Empire mamlūk*, qui distingue quatre catégories de marchands : « grands marchands » (*tuḡḡār*), *'aṭṭārūn*, *kutūbiyyūn* et « petits marchands » (p. 41-141). Voir aussi les études plus anciennes de I. M. Lapidus, *Muslim Cities in the Later Middle Ages*, p. 118-129, et C. F. Petry, *The Civilian Elite of Cairo in the Later Middle Ages*.

84. Voir le tableau donné en Annexe 1.

catégorisation sociale générale ne s'en dégage. En revanche, les marchands se laissent plus aisément saisir par le biais des itinéraires qu'ils parcoururent, des régions qu'ils relient au cours de leur activité, ce commerce/*tiğāra* étant compris comme le transport de marchandises. De ce fait, l'hypothèse que nous défendons est que les rapports entre gens de commerce et pouvoir s'établirent fondamentalement au niveau des territoires, dans le contrôle des itinéraires, de la circulation des hommes et des biens.

La navigation dans l'océan Indien ou en mer Rouge était soumise à de lourdes contraintes, en raison du régime complexe des vents, des courants et des périls multiples de la mer. Mais les déplacements terrestres en caravanes de chameaux ou de mulets, à travers les montagnes du Yémen ou le long des rivages de la mer Rouge, n'étaient pas non plus de tout repos. Les longues traversées par terre ou par mer impliquaient une organisation lourde et des investissements importants. Les marchands, tout comme les pèlerins ou les lettrés vagabonds, étaient dépendants de ces itinéraires relativement fixes. Le croisement des différentes sources géographiques, historiques et administratives permet de reconstituer quelles étaient ces voies, véritables supports des réseaux de commerce, à l'époque rasūlide. À l'échelle du royaume, les routes caravanières relient les grandes régions entre elles, la route de la Tihāma étant aussi utilisée pour rejoindre le Ḥiğāz et les villes saintes, notamment au moment du grand pèlerinage de La Mekke. Dans le bassin sud de la mer Rouge, les échanges à l'échelle régionale entre le Yémen, le Ḥiğāz et l'Abyssinie s'appuyaient sur un réseau assez dense de navigation de faible rayon, longeant les côtes ou reliant les deux rives. Enfin, deux grandes voies de navigation au long cours existaient en mer Rouge et dans l'océan Indien. Ce sont elles que l'on désigne d'ordinaire sous le nom de « route des épices », ou de « route du grand commerce oriental ». Le point de rencontre de ces deux voies maritimes se situait à Aden, où convergeaient aussi les petits navires de la côte et les caravanes de l'intérieur. Chacune de ces routes correspondait à un « réseau de commerce » bien particulier. Nous entendons par là que chacune possédait son infrastructure propre, des moyens de transport particuliers et se trouvait spécialisée dans un certain type de produits. À la différence des « réseaux marchands », c'est-à-dire de l'ensemble des relations nouées par différents marchands au cours de leurs activités, ces « réseaux de commerce » étaient relativement stables dans l'espace et dans le temps.

Du point de vue de l'État rasūlide, le contrôle des produits de l'échange, par le biais de la fiscalité, impliquait d'exercer aussi une certaine autorité sur les divers itinéraires. Le but était simple : concentrer les flux de marchandises en quelques points pour faciliter les prélèvements sous forme de taxes ou les acquisitions marchandes. Le maintien de cet approvisionnement continu en biens supposait aussi l'existence de relations d'entente avec les pouvoirs dont les territoires étaient traversés ou reliés par tous ces réseaux de commerce. En ce sens, les échanges marchands furent nécessairement l'un des facteurs qui influencèrent la

politique rasūlide vis-à-vis de ses voisins, même si le poids réel de cette préoccupation reste à déterminer. L'établissement et la perpétuation des réseaux de commerce supposaient l'exercice d'une « souveraineté partagée » entre ces différents pouvoirs. Nous tenterons d'en retracer l'histoire, en partant des différentes régions qui composaient le sultanat (chapitre 5) pour remonter jusqu'aux réseaux de l'échange régional en mer Rouge et dans le golfe d'Aden (chapitres 6 et 7) puis à ceux du grand commerce transmaritime (chapitres 8 et 9). Même partielle, la maîtrise des itinéraires par le pouvoir rasūlide s'accompagna-t-elle d'une emprise sur les réseaux marchands? Notre enquête devra aussi se pencher sur cette question.

À la différence de la première partie, où l'abondance des sources administratives de la fin du VII^e/XIII^e siècle invite à une étude analytique des rapports entre État, fiscalité et échange marchand, notre réflexion dans cette seconde partie cherchera donc à mettre en avant la façon dont s'articulèrent au cours du temps les prétentions du pouvoir rasūlide, celles des puissances qui les environnaient et les stratégies individuelles ou collectives des marchands au sein des différents espaces de commerce dont nous avons souligné la profonde articulation. Notre conviction est qu'une véritable histoire événementielle des réseaux de l'Ouest de la péninsule Arabique, de la mer Rouge et de l'océan Indien entre les années 630/1230 et 850/1440-1450 peut être écrite au prisme du Yémen des sultans. Au fil des siècles, la matière se fait même de plus en plus abondante, pour culminer dans la première moitié du IX^e/XV^e siècle. Les sources narratives yéménites, mekkoises et égyptiennes éclairent alors d'une lumière vive les circonstances qui amenèrent une transformation profonde des réseaux de commerce de l'océan Indien et de la mer Rouge. Le signe bien connu en est l'essor de Ḡidda, port de La Mekke, au détriment d'Aden, un phénomène que l'historiographie a presque unanimement attribué à l'initiative de l'ambitieux sultan d'Égypte Barsbāy (825-842/1422-1438)⁸⁵. Cette question mérite cependant d'être réévaluée à l'aune de l'histoire rasūlide. Le changement d'itinéraire des navires au long cours entre l'Inde et l'Égypte révèle en réalité une crise profonde de cette souveraineté partagée que les Rasūlides avaient réussi à maintenir durant près de deux siècles à leur profit. Avec l'épilogue, consacré plus particulièrement aux bouleversements de la première moitié du IX^e/XV^e siècle, nous parviendrons ainsi non seulement au terme du Règne rasūlide, mais aussi à la dernière étape de notre démonstration. Avec la crise apparaissent une dernière fois les ressorts qui constituèrent l'étonnante puissance du « seigneur d'Aden ». Leur délitement précipita définitivement sa chute.

85. W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, II, p. 445-446; A. Darrāg, *L'Égypte au temps du sultan Barsbay, 825-841/1422-1438*, p. 159-237; S. Labib, *Handelsgeschichte Agyptens im Spätmittelalter*, p. 374-391.